

Ecrit par son fils cadet, une biographie d'Emile Bollaert, préfet, résistant, déporté, haut-commissaire en Indochine, président de la Compagnie Nationale du Rhône

26/2/17

## **Emile Bollaert**

### Chapitre 1 : Prologue

Mon père était un homme exceptionnel. Affable et bienveillant, il parlait avec beaucoup d'aisance. Il captivait son auditoire par la justesse de ses arguments, et propageait ses opinions sans avoir besoin de se mettre en avant. Il émanait de lui un tel sentiment de rigueur, de courage, de conviction, d'esprit de décision, de sincérité et d'honnêteté que l'on sentait immédiatement qu'il avait l'étoffe d'un chef.

Ses collaborateurs étaient frappés par son intelligence et la perspicacité de ses anticipations. Il savait recruter ses collaborateurs et la plupart d'entre eux ont poursuivi au service de l'Etat une brillante carrière. Il entretenait un esprit d'équipe et communiquait son enthousiasme à tout son entourage. Il n'oubliait jamais d'être exigeant et il était très économe des deniers de l'Etat.

Après avoir été directeur de cabinet du Président du Conseil, il fut préfet, haut-commissaire en Indochine, président de la Compagnie Nationale du Rhône et, s'il s'est pleinement donné dans l'exercice de ces fonctions, le poste qui lui a laissé le meilleur souvenir fut celui de directeur général des Beaux-Arts qu'il occupa de 1932 à 1934. Toute sa vie, il se tint au courant des restaurations faites par les Monuments Historiques. A partir de 1949, mes parents ont pris chaque été leurs vacances à Biarritz que ma mère affectionnait. Aussi, pour voir des monuments récemment restaurés, tout en s'arrêtant dans de bons restaurants, la route Paris-Biarritz pouvait passer par Brest ou Gap.

En 1960, il atteignit la limite d'âge fixée à 70 ans pour les présidents des entreprises nationales.

Il continua encore pendant 18 ans de siéger dans quelques conseils d'administration de sociétés industrielles et bancaires. Surtout, il était membre, et souvent présidait, d'innombrables associations auxquelles il insufflait un dynamisme certain.

Quand j'étais enfant, je l'ai peu vu car il travaillait beaucoup et ses fonctions lui imposaient le soir de nombreuses mondanités. Le dimanche, il nous emmenait voir un site, un monument ou un musée. Bien souvent sur la route du retour, la voiture faisait un détour pour qu'il puisse constater l'état d'avancement d'un chantier : c'était ce qu'il appelait « faire d'une pierre deux coups ». Quand je devins adolescent, il aimait me questionner sur mes idées ou mes projets, mais il ne donnait jamais de conseils ; Il préférait écouter.

Il fut très actif jusqu'à son dernier jour. Il a consacré sa vie au service de la République et s'est efforcé, de manières très diverses, de participer à l'évolution de la France de demain. Il m'avait offert un exemplaire du célèbre poème de Rudyard Kipling « If », traduit par André Maurois, avec cette dédicace : « A mon grand fils Alain, ce poème dont j'ai fait la règle de ma vie ».

J'ai le plaisir de vous présenter ici les différentes étapes d'une vie bien remplie. Certaines informations ont nécessité une recherche laborieuse, car mon père n'aimait pas parler de lui.

## Chapitre 2 : Parents, enfance et études

Mon grand-père, **Emile Georges Hector Bollaert** est né à Lardy (Essonne) le 26 avril 1862  
Elève de l'école Niedermeyer à Paris (près de la place Pigalle), *où son père est professeur de chant*  
Il devient condisciple et ami du compositeur et chef d'orchestre André Messager

De 1881 à 1886, *sur les conseils de son grand-oncle le vice-amiral Georges Cloué, ministre de la Marine et des Colonies*, il s'engage dans la Marine Nationale et est affecté à la Musique des Equipages de la Flotte (cor et trombone alto)

Après une année en garnison à Brest et Toulon, il embarque début juin 1883 sur le tout nouveau cuirassé « Bayard » (un navire en fer de 81 m de long, déplaçant 17.000 T, mu à voiles et à vapeur, dont la coque est protégée par un blindage de 200 mm d'épaisseur) sous les ordres du vice-amiral Amédée Courbet

Il participe ainsi à la conquête du Tonkin, à la bataille navale de Shipu (près de Shanghai) et à la campagne des îles Pescadores (près de Formose)

Le 28 avril 1886, il épouse à Dunkerque Marie Léonie Victorine Bollaert, *sa cousine issue de germains, fille d'un courtier de transports par eau, née à Dunkerque le 23 octobre 1857*,

Dès 1886, professeur de piano et d'orgue à Dunkerque et organiste de l'église Saint-Eloi

En 1914, réfugié à Paris, boulevard Richard-Lenoir, il est l'organiste de l'église Saint-Ambroise

En 1919 il retourne à Dunkerque

Il décède à Lille le 21 janvier 1945

Son épouse, ma grand-mère Marie Bollaert, décède à Lille le 4 novembre 1950

*A Paris, habite avec son frère Jean, son cadet de 3 ans, des chambres d'étudiants dans la rue Gay-Lussac du 5<sup>e</sup> arrondissement*

Mon père **Emile Edouard Bollaert** est né le 13 novembre 1890 à Dunkerque (Nord)

1895- 1896 : sa mère lui apprend le solfège et le piano en même temps que l'alphabet

1897-1904 : études primaires à l'Institution Notre Dame des Dunes à Dunkerque

1904-1905 : inscrit au Conservatoire national de musique de Paris, comme auditeur libre dans la classe d'harmonie d'Emile Pessard, *le parrain de son père*

1905-1906 : études secondaires au lycée Faidherbe de Lille

1906-1907 : études secondaires au lycée Louis-le-Grand de Paris

1907-1911 : poursuit ses études de piano, de contrepoint et de composition au Conservatoire de Paris

Parallèlement, il fait des études de droit et obtient la licence en droit en juillet 1911

### Chapitre 3 : Sept ans sous les drapeaux

- 9 octobre 1911 : incorporé dans le Service de Santé militaire, 1<sup>o</sup> section d'infirmiers militaires  
Affecté au laboratoire militaire de bactériologie de l'Institut Pasteur de Lille dirigé par le professeur Albert Calmette (*co-inventeur du BCG après de longues recherches de 1908 à 1921*), chargé avec le caporal Daniel Petit-Dutaillis de la surveillance bactériologique des eaux de boisson des garnisons du 1<sup>o</sup> Corps d'Armée.  
Il aide son camarade à rédiger une observation sur l'anaphylaxie (allergie)  
*Petit-Dutaillis deviendra par la suite chirurgien des Hôpitaux de Paris*
- 1<sup>o</sup> mars 1912 : soldat de 1<sup>o</sup> classe  
1912 : diplôme d'allemand de la Société Industrielle du Nord (études autorisées par le professeur Calmette)
- 1<sup>o</sup> mars 1913 : caporal  
8 novembre 1913 : démobilisé, à l'expiration de sa période de service militaire obligatoire
- 9 décembre 1913 – 2 août 1914 : chef-adjoint de cabinet du préfet du Nord, Félix Trépont, sur la recommandation d'Albert Calmette
- 3 août 1914 : lors de la mobilisation générale, rappelé sous les drapeaux, avec le grade de caporal  
Secrétaire du médecin-chef de l'hôpital d'évacuation n<sup>o</sup> 1 qui se déplaçait à la suite des troupes pendant la première bataille de la Marne (6-12 septembre 1914), puis à Reims, Aubérive et Muizon
- Décembre 1914 : demande à être versé dans une unité combattante  
15 février 1915 : caporal au 1<sup>o</sup> Régiment d'Infanterie à Saint-Yrieix-la-Montagne (Haute-Vienne)
- 9 avril – 9 août 1915 : élève au centre d'instruction de Saint-Maixent (Sarthe), 8<sup>o</sup> de sa promotion  
25 juillet 1915 : aspirant  
10 août 1915 : élève au centre d'instruction des élèves-officiers de la Valbonne (Ain)  
26 octobre 1915 : sous-lieutenant  
En raison de son rang de sortie (3<sup>o</sup> sur 70), a le privilège de choisir son corps d'affectation
- 1<sup>o</sup> décembre 1915 : affecté au 13<sup>o</sup> bataillon de Chasseurs Alpains, sur le front des Vosges, puis sur la Somme, puis autour de Reims
- 11 août 1917 : affecté au 67<sup>o</sup> bataillon de Chasseurs Alpains, au pied du Chemin des Dames  
*L'offensive, que le général Robert Nivelle avait lancée le 16 avril 1917 pour conquérir cette route de crête (altitude 185 m) qui domine la rive droite de l'Aisne sur 30 km, a fait en six jours 120.000 morts du côté français sans aucun résultat. D'où des mutineries en mai 1917 et une cinquantaine de « fusillés pour l'exemple »*
- 17 septembre 1917 : gravement brûlé à la face et aux mains lorsqu'il commandait un exercice de lancement de grenades incendiaires à Montlognon (Oise) près de la Mer de Sable *en préparation de l'attaque du fort de Malmaison (Aisne) qui contrôle l'accès au Chemin des Dames. Cette attaque aura lieu avec succès le 24 octobre 1917.* Hospitalisé à Compiègne à l'hôpital bénévole 17 bis, dit de la Compassion, dirigé par la baronne Henri de Rothschild
- 26 octobre 1917 : lieutenant  
Décembre 1917 : renonçant à un congé de convalescence, rejoint le 67<sup>o</sup> bataillon à Hartmannsweilerkopf, Haut-Rhin  
A partir d'avril 1918 : combat dans l'Oise, l'Aisne, la Somme  
12 juillet 1918 : attaque du bois du Gros Hêtre, à Ailly-sur-Noye, au sud d'Amiens, où il gagne une

nouvelle citation pour sa Croix de Guerre

- 4 novembre 1918 : combat meurtrier pour le franchissement réussi du canal de la Sambre  
*Suite à ce fait d'armes, son unité est repliée à Compiègne et il obtient une permission de quelques jours pour embrasser ses parents réfugiés à Paris. Par hasard, il croise sur la route les plénipotentiaires allemands qui venaient de signer l'armistice, mais il ignore encore le résultat de leur venue. Ce n'est qu'en arrivant à Paris qu'il apprend la signature de l'armistice, célébrée par une foule folle de joie*
- 9 février 1919 : mis à la disposition du général Charles Mangin, commandant la tête de pont de Mayence Administrateur-adjoint du Cercle de Gross-Gerau (Hessen) entre Mayence et Darmstadt
- 27 juillet 1919 : démobilisé
- 27 décembre 1926 : promu capitaine de réserve
- 25 décembre 1936 : promu chef de bataillon de réserve et affecté, en cas de mobilisation, au commandement du 93<sup>e</sup> bataillon de Chasseurs Alpains
- 13 mai 1947 : atteignant la limite d'âge, est rayé des cadres des officiers de réserve avec le grade de lieutenant-colonel
- 29 octobre 1947 : chef de bataillon honoraire

#### Chapitre 4 : Cabinets ministériels et préfectures

- 5 août 1919 : adjoint au chef des services administratifs et financiers du ministère des régions libérées (office des matériaux)
- 9 septembre 1919 : il épouse à Roubaix (Nord) Flora Berthe Marie Willem, *fille d'un filateur roubaisien*, née le 8 septembre 1894 à Malo-les-Bains (Nord)
- 4 octobre 1919 : chef de cabinet du préfet de la Loire
- 7 octobre 1921 : secrétaire général de la préfecture du Gers (sous-préfet de 3<sup>e</sup> classe)
- 1<sup>er</sup> juin 1922 : sous-préfet d'Arcis-sur-Aube (3<sup>e</sup> classe)
- 14 juin 1924 – 10 avril 1925 : chef-adjoint de cabinet d'Edouard Herriot, Président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères  
*En arrivant à l'Hôtel Matignon, il trouve les armoires vides : Par haine politique, les membres du cabinet de l'éphémère gouvernement de Frédéric François-Marsal (Bloc National) ont emporté tous les dossiers*  
*En octobre 1924, la France reconnaît l'URSS*  
*A l'occasion de l'approbation des deux lois du 1<sup>er</sup> juin 1924 sur la législation applicable en Alsace -Lorraine, Herriot veut dénoncer l'application du Concordat de 1801 dans ces deux régions. Il est désavoué d'abord par le Parlement, puis par le Conseil d'Etat dans son arrêt du 24 janvier 1925*
- 8 septembre 1924 : sous-préfet de Carpentras (2<sup>e</sup> classe), non installé  
*Cette nomination, purement fictive car non suivie d'une prise de fonction, d'une « installation » suivant le jargon administratif, a pour unique but un changement d'échelon*
- 24 avril 1925 – 20 juillet 1926 : chef de cabinet d'Edouard Herriot, président de la Chambre des Députés  
*En 1926, la valeur du franc s'effondre. Le 23 juin 1926, Herriot s'oppose aux projets de décrets-lois, soutenus par le ministre des Finances Joseph Caillaux, qu'il juge attentatoires aux prérogatives du Parlement. Cette protestation entraînera le 19 juillet 1926 la chute du gouvernement Aristide Briand*
- 20 mai 1926 : contrôleur général au ministère des régions libérées

*Un avancement dans son administration d'origine, dont il est détaché*

20 juin 1926 : sous-préfet de Brest (1<sup>o</sup> classe), non installé

20 juillet 1926 – 23 juillet 1926 : chef de cabinet d'Edouard Herriot, redevenu Président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères

23 juillet 1926 – 11 novembre 1928 : chef de cabinet d'Edouard Herriot, ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts

9 février 1929 : préfet de la Lozère (3<sup>o</sup> classe), non installé

11 mars 1929 : préfet de la Haute-Marne (3<sup>o</sup> classe)

6 janvier 1931 : préfet des Vosges (2<sup>o</sup> classe)

4 juin 1932 – 12 décembre 1932 : directeur de cabinet d'Edouard Herriot, Président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères

*En décembre 1932, Herriot refuse de subordonner le paiement des dettes de guerre de la France aux Etats-Unis au paiement des « réparations » exigées de l'Allemagne*

13 octobre 1932 : préfet de Maine et Loire (1<sup>o</sup> classe), non installé

13 décembre 1932 : directeur général des Beaux-Arts

*On dirait aujourd'hui ministre de la Culture. Le poste qui lui a laissé le meilleur souvenir*

Il organise la restauration du Palais-Royal (en débarrassant la galerie d'Orléans de ses vitres et de son toit), du centre de la ville de Sarlat, de la cité médiévale de Pérouges (Ain)

*Il se lie d'amitié avec de nombreux artistes : architectes, écrivains, peintres, musiciens (compositeurs, solistes, chefs d'orchestre)*

4 février 1934 : préfet du Rhône (hors classe)

*Avant de rejoindre son poste, observe depuis le Palais Bourbon aux côtés d'Edouard Herriot l'émeute fasciste du 6 février 1934 qui heureusement est un échec*

A pour directeur de cabinet Jean Quilichini, pour chef de cabinet Jean Taulelle

Propose, sans succès, le poste de secrétaire général de la préfecture du Rhône à un certain Jean Moulin

*qui fut en 1925, à 26 ans, le plus jeune sous-préfet de France*

*Pour accélérer le traitement du courrier, chaque lettre parvenant à la préfecture est systématiquement photocopiée. Or la photocopie est une technique récente fort peu utilisée à l'époque*

Il coordonne le développement de l'agglomération lyonnaise, notamment par la création du boulevard de ceinture (*devenu boulevard Laurent Bonnevay*), du pont Raymond-Poincaré et du parc de Parilly, par l'aménagement du quai de la rive droite de la Saône, par la construction du sanatorium des Petites Roches. Il met en valeur les vieilles maisons du quartier de la cathédrale Saint-Jean. Il veille à ce que les détenus de la vétuste prison Saint-Paul de Lyon soient logés et traités dans des conditions décentes et humaines

*Il aborde volontiers ces sujets avec ses amis : l'architecte Paul Bellemain, l'avocat M<sup>o</sup> Marcel Dolard, le docteur Jean Lacassagne, médecin de la prison. Il s'intéresse au sort des personnes âgées, comme sa cousine éloignée la vieille demoiselle Jeanne Théliez dont le petit capital s'amenuise chaque année*

Juin 1936 : chaque samedi après-midi, un grand nombre de manifestants du Front Populaire défilent autour de la préfecture en scandant le slogan : « Le-pré-fet, au-po-teau »

*Il n'est procédé à aucune interpellation et la manifestation prend fin calmement*

Septembre 1939 : lors de la mobilisation, il demande à partir comme chef de bataillon du 93<sup>o</sup> Bataillon de Chasseurs Alpins, mais le ministre de l'Intérieur le maintient dans ses fonctions de préfet du Rhône

17 juin 1940 : l'armée française avait prévu, lorsque l'armée allemande s'approcherait de Lyon, de faire sauter les 31 ponts de l'agglomération lyonnaise. Ce qui aurait privé toute la ville d'eau, de gaz et d'électricité pour une durée indéterminée. Edouard Herriot, maire de Lyon, et Emile Bollaert demandent de retarder la mise à feu et obtiennent in extremis, le 18 juin à 3h30, du gouvernement en déroute à Bordeaux, la décision de déclarer Lyon ville ouverte. La ville est sauvée du désastre

19 juin 1940 : reste à son poste pendant le passage des troupes allemandes à Lyon

Avant l'arrivée des troupes allemandes, et en plein accord avec M. Cohendy, premier adjoint au maire de Lyon et faisant office de maire en l'absence de celui-ci (Edouard Herriot, président de la Chambre des Députés, accompagne le gouvernement de Paul Reynaud dans son repli), il prend de nombreuses dispositions : les enfants des écoles sont envoyés à la campagne, les stocks d'alimentation sont dispersés, les stocks d'essence sont vidés dans les égouts, les affiches patriotiques sont arrachées, les documents sensibles sont brûlés. Les chômeurs occasionnels, résultant de la fermeture de nombreuses usines, sont employés par la mairie pour les tâches urgentes. Des vêtements de clochards sont distribués aux hommes d'une compagnie de Légion Etrangère qui s'était laissés enfermer dans la ville, afin de leur éviter d'être faits prisonniers.

Il demande à la population de rester calme.

A leur arrivée dans la ville, les Allemands le prennent en otage ainsi que M. Cohendy, le cardinal Gerlier, M. Charbin président de la chambre de commerce, M. Vicaire secrétaire du cartel des anciens combattants et M. Vivier-Merle secrétaire de l'union départementale des syndicats confédérés du Rhône.

Le seul évènement grave à déplorer est l'exécution de nombreux tirailleurs sénégalais qui sont fusillés pour le seul motif qu'ils sont noirs.

6 juillet 1940 : l'armée allemande évacue la ville, sans trop de conséquences dramatiques pour la population civile.

25 septembre 1940 : relevé de ses fonctions et mis à la retraite d'office pour avoir refusé de prêter serment au maréchal Pétain

*Le conseil général du Rhône l'autorise à séjourner dans la villa préfectorale Rhodania à Bron, jusqu'à ce qu'il obtienne, pour lui et sa famille, l'autorisation de franchir la ligne de démarcation pour regagner son domicile parisien, en zone occupée*

## Chapitre 5 : Dans la Résistance

Eté 1941 : regagne son domicile parisien

*Au 26 rue Vavin, Paris 6°, un appartement de 450 m<sup>2</sup> qu'il loue depuis 1933 dans un immeuble original à gradins construit en 1912 par l'architecte Henri Sauvage. Cet appartement, dont certaines pièces occupent deux niveaux, est en lui-même une véritable curiosité*

Travaille dans une société de courtage d'assurance (SGCA) et une société métallurgique (Forges de Strasbourg)

1942 : prend contact avec les différents mouvements de résistance :

- l'Organisation Civile et Militaire (OCM) dirigé par Maxime Blocq-Mascart,
- le groupe Combat dont un dirigeant est Pierre Dejussieu-Pontcarral, un des fondateurs des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI),
- le Groupe « Ceux de la Résistance » dont le dirigeant pour l'Est de la France est Gilbert Grandval,
- et bien d'autres ...

Il prend pour pseudonyme le nom de Baudoin

Sous couvert d'activités commerciales, effectue quatre voyages à Casablanca et à Alger où il rencontre des membres des Forces Françaises Libres basées en Angleterre

1<sup>o</sup> novembre 1942 : quitte Alger, sept jours avant le débarquement des Alliés

20 janvier 1943 : désigné par De Gaulle pour exercer les fonctions de préfet de police à la Libération

Il est assisté de Bernard Cornut-Gentille

*qui avait donné sa démission de sous-préfet de Reims le 16 mai 1943*

1<sup>o</sup> septembre 1943 : De Gaulle et Giraud le nomment délégué général du Comité Français de Libération

Nationale (à Londres et Alger) auprès du Conseil National de la Résistance (en France occupée) en remplacement du préfet Jean Moulin arrêté par la Gestapo le 21 juin 1943

Il est assisté du diplomate Jean Daridan ainsi que de Claude Bouchinet-Serreules et Jacques Bingen ces deux derniers venant du BCRA et précédemment adjoints de Jean Moulin.

*Jean Moulin était le délégué général de De Gaulle depuis le 1<sup>o</sup> janvier 1942*

*En outre, il avait créé le 27 mai 1943 le CNR dont il fut le premier président*

*Après son arrestation, le CNR élit Georges Bidault, du mouvement Combat, comme président Les deux fonctions de Jean Moulin furent ainsi dissociées*

*Le journaliste Pierre Brossolette postula la place de délégué général du CFLN auprès du CNR, mais sa candidature ne fut pas retenue par De Gaulle qui lui préféra Emile Bollaert*

*Beau joueur, ce fut Brossolette qui apporta à Emile Bollaert le décret le nommant délégué général*

Affecté au Commissariat à l'Intérieur (désigné comme ministre de l'Intérieur à la Libération)

Novembre 1943 : la Gestapo le recherche et, au milieu d'une nuit de novembre, perquisitionne dans son appartement, sans succès

*Se sachant recherché, il n'habite plus chez lui. Mais il vient, de temps à autre, prendre un repas en famille. Ainsi, quelques heures avant cette perquisition, il était venu dîner, mais sans rester coucher. Après la perquisition, il n'y est plus revenu*

Décembre 1943 – janvier 1944 : tente à deux reprises, avec Brossolette, de gagner l'Angleterre par avion : à Cuiseaux (Saône et Loire) en décembre, puis près d'Azay-le-Rideau en janvier. Les avions espérés ne viennent pas en raison du mauvais temps

2 février 1944 : fait naufrage à Plogoff (Finistère) sur une pinasse de 14 mètres « le Jouet des Flots » en tentant, avec Brossolette et le lieutenant de vaisseau Le Hénaff, de rejoindre l'Angleterre, puis Alger

Ce bateau avait été retenu pour rapatrier douze aviateurs britanniques, canadiens et américains dont les appareils avaient été abattus en France. Emportant au total une vingtaine de passagers, il devait rencontrer au large de l'île de Sein une vedette de la Royal Navy. En panne de moteur, il s'écrase sur les rochers.

Emile Bollaert ne sait pas nager et regagne le rivage, s'appuyant sur le mât brisé et couché à l'horizontale

3 février 1944 : arrêté avec Brossolette par les Allemands à Audierne (Finistère)

Incarcé avec Brossolette à Quimper puis à Rennes, sans que les Allemands sachent leur véritable identité

*Claude Bouchinet-Serreules et Jacques Bingen assurent l'intérim d'Emile Bollaert jusqu'à ce que, fin mars 1944, De Gaulle nomme Alexandre Parodi délégué général du Comité Français de Libération Nationale auprès du Conseil National de la Résistance*

16 mars 1944 : identifiés par la Gestapo de Rennes

*Le 15 mars, la Gestapo avait intercepté, sur la frontière espagnole, un message (non codé !) de la Résistance racontant le naufrage du Jouet des Flots, indiquant le nom des passagers et leur lieu de détention*

19 mars 1944 : alerté, un haut responsable de la Gestapo, Ernst Misselwitz, vient spécialement de Paris et procède personnellement à leur transfert à la prison de Fresnes (Val de Marne)

*Avant-guerre, il travaillait au consulat d'Allemagne à Lyon, où en fait, il surveillait le consul, dont la fidélité au régime nazi était jugée trop tiède.*

*Il sera arrêté en octobre 1945, au nord-ouest de Berlin, par les services secrets français qui l'utiliseront comme indicateur du début 1946 jusqu'en 1949, ce qui soulèvera l'indignation de Serge et Beate Karlsfeld dans un article du journal Le Monde du 25 août 1983. La dernière partie de sa vie restera inconnue*

22 mars 1944 : Bollaert et Brossolette sont conduits à Paris, 84 avenue Foch, pour un interrogatoire sous la torture

*Brossolette se suicide en se jetant par la fenêtre du 5<sup>e</sup> étage pendant la pause-déjeuner des Allemands.*

*Emile Bollaert a raconté cette journée dans un discours prononcé en 1947 dont voici le texte :*

« Pierre Brossolette, voici déjà trois ans que ce héros de légende a disparu ! On permettra à l'un de ses camarades, au compagnon des dernières heures de sa vie glorieuse, d'apporter ici le pieux témoignage d'une admiration sans bornes et d'un souvenir impérissable.

On a bien souvent reproduit l'étonnante carrière de ce fin lettré dont la trop courte vie fut un incessant combat pour les idées les plus généreuses, pour les réformes de structure qu'il estimait nécessaires à l'évolution de l'état moderne, pour la suppression des groupements d'intérêts et des privilèges qui, disait-il, dégradent la moralité civique en même temps qu'ils s'opposent au progrès social.

Je n'entreprendrai donc pas de retracer, après tant d'autres, l'unité de ce destin hors-série, de cette vie ardente d'où se dégage, à la vérité, une suprême passion, la passion de la France.

Je me bornerai, pour tous ceux de ses amis connus ou inconnus qui me font l'honneur de m'écouter, à évoquer les derniers mois de Brossolette, les derniers mois qui le conduisirent au sacrifice suprême.

J'avais rencontré Brossolette à diverses reprises à Paris et c'est lui-même qui, en mai 1943, était venu m'apporter de Londres les décrets me nommant successivement Préfet de police à compter du jour de la libération, puis Délégué général du Comité français de la Libération Nationale. Ces contacts, assez espacés tout d'abord, devinrent de plus en plus nombreux et je ne tardai pas à le prendre à la fois pour guide et pour conseiller.

La tâche était particulièrement dure et je souffrais beaucoup de ne pas connaître le personnel de Londres avec qui j'étais en communication. Un jour de novembre, je demandai donc à Pierre de m'accompagner à Londres et à Alger et de m'introduire auprès des nombreux amis qu'il avait dans l'une et l'autre villes.

En dépit des difficultés que présentaient les voyages clandestins, Brossolette n'hésita pas une seconde et se mit à ma disposition. Sans doute avait-il déjà entrepris plusieurs voyages de cette nature, mais c'était en saison plus clémente : cet automne finissant était assez pluvieux et les brouillards épais. La petite escadrille d'avions affectés à ces transports venait de subir d'assez lourdes pertes. Nous nous mîmes néanmoins en campagne dès le début de décembre et allâmes nous aposter, Brossolette dans le Nord, moi-même dans le Sud-Est dans l'attente d'avions réclamés impérieusement à Londres. Notre attente fut vaine : Pendant vingt jours, les messages ne cessèrent pas de nous annoncer l'ajournement de l'opération, mais le dernier quartier de la lune nous trouva à notre gîte provisoire frémissants d'impatience.

Nous rentrons donc à Paris ; Le temps se gâte tout-à-fait ; Vent, pluie, brouillard rendent impossible tout transport aérien. Nous ne prenons pas moins la résolution de faire une nouvelle tentative en janvier et cette fois-ci, nous allons tous deux en Touraine. Hélas ! Même déconvenue : les messages « de Minos à Rhadamante » nous enlèvent peu à peu tout espoir de franchir la Manche par la voie des airs. Nous cherchons donc un autre moyen. La résistance bretonne nous le fournit : elle est en train de monter une opération avec un bateau à moteur qui, par une amère ironie, s'appelle le Jouet des Flots.

Je ne devais plus revoir Pierre que le 16 mars : Ce soir-là en effet, je suis brutalement extrait de ma cellule, conduit à la Cité Universitaire de Rennes qui servait de siège à la Gestapo et au cours d'un interrogatoire entrecoupé de matraquages, je m'entends poser la question : « Que faisiez-vous avec Brossolette ? » Nous sommes donc identifiés.

Le 19, par un dimanche ensoleillé, nous quittons Rennes enchaînés l'un à l'autre dans une conduite intérieure sous la garde de deux policiers. Nous arrivons au 84 de l'avenue Foch où nous passons la nuit. Toujours rivés l'un à l'autre et attachés à nos chaises sans pouvoir échanger autre chose que quelques mots à voix basse. Le 20, nous sommes écroués à Fresnes. Le 22, nous sommes ramenés avenue Foch ; Je le croise dans le souterrain de la prison ; Il me dit bonjour furtivement, mais je lis dans ses yeux une froide résolution.

Nous subissons un nouvel interrogatoire dans deux pièces contiguës ; J'entends ses cris comme il doit entendre les miens. Son interrogatoire se termine avant le mien ; Escorté de son bourreau, il rentre dans la pièce où je suis moi-même à la torture ; on le met au coin comme un enfant, la face tournée vers le mur. Il est midi. Nos policiers doivent aller déjeuner après une matinée aussi bien remplie. Nous sommes donc conduits au cinquième étage de l'immeuble, dans des chambres de domestiques transformées en cellules. Je ne devais plus revoir Pierre ; Ce n'est que quelques jours après que j'appris, par ces curieuses communications transmises à travers les murs de Fresnes, que Brossolette trompant la surveillance de son gardien s'était jeté de la mansarde voisine de la mienne et s'était écrasé au sol...

Et c'est ainsi qu'a disparu l'un des plus nobles héros de la Résistance, l'un de ces soutiers de la Gloire à qui la France doit d'être redevenue indépendante, d'avoir retrouvé son âme et de pouvoir marcher vers de nouveaux destins. »

Référence négative : « Pierre Brossolette ou les passagers de la lune » est un téléfilm réalisé en 2015 par Coline Serreau.

Dans ce téléfilm, De Gaulle était un monarque autoritaire, entouré de courtisans, qui méconnaissait la situation de la France occupée, car il se fiait aux rapports de Jean Moulin qui ne comprenait rien au présent ni à l'avenir de la Résistance. Emile Bollaert était un vieil imbécile et Winston Churchill un fourbe. Seul, Pierre Brossolette détenait la Vérité et était le Prophète dont la France a été prématurément privée.

Dans la présentation de la rediffusion de ce téléfilm, Télérama écrit dans son n° 3452 du 12 mars 2016 : « Pierre Brossolette mérite mieux que cette hagiographie maladroite ».

Ce téléfilm est l'aboutissement d'une intense campagne de presse, utilisant ces mêmes thèmes, menée depuis avril 2013 par :

- Mona Ozouf, historienne,

- Sylvie Pierre-Brossolette, petite-fille de Pierre Brossolette et membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, dans le but d'obtenir le transfert des restes de Pierre Brossolette au Panthéon.

*Il faut souligner que cette campagne de dénigrement est en totale contradiction avec les nombreux témoignages antérieurs de madame Gilberte Brossolette, veuve de Pierre Brossolette.*

## Chapitre 6 : La déportation

15 août 1944 : déporté au camp de concentration de Buchenwald à 7 km de Weimar en Thuringe

*dans le dernier convoi qui partit de la France vers l'Allemagne*

Le trajet en wagons de marchandises (100 hommes par wagon) durera cinq jours sans aucune nourriture.

Peu après l'embarquement en gare de Pantin et avant le départ du train, un membre de la Croix-Rouge distribue quelques brocs d'eau ; A l'arrêt de Chalons-sur-Marne, la Croix-Rouge distribue de l'eau plus généreusement

Au troisième jour de voyage, le train s'immobilise dans un tunnel pendant plusieurs heures ; La locomotive continuant de cracher des flots de fumée, certains déportés meurent d'asphyxie. Comme la sortie du tunnel est obstruée suite à un bombardement, le train est contraint de faire marche arrière pour revenir à l'air libre. Alors, les feldgendarmes font descendre les déportés et les font contourner à pied le coteau traversé par le tunnel. Au delà de l'extrémité obstruée, un autre train, identique au précédent, les attend

Le train arrive le 19 août avant minuit en gare de Weimar. Mais il attendra toute la nuit pour faire les sept kilomètres qui séparent la ville du camp où il arrivera le dimanche 20 août vers 9 heures.

En effet, la voie était occupée par un précédent convoi

Pendant ce long voyage, nombre de déportés succombent

A l'arrivée au camp, chaque nouvel arrivant est dépouillé de ses vêtements et de son alliance, ce qui est dûment consigné sur une fiche d'inventaire, puis les déportés sont douchés et reçoivent leur uniforme de bagnard. Chacun doit coudre sur sa veste un morceau de tissu où est imprimé son

matricule (77127 pour Emile Bollaert), et un triangle rouge (déporté politique) avec la lettre F.

La fiche d'enregistrement d'Emile Bollaert indique comme profession « fonctionnaire, employé de banque », mais ne mentionne pas le mot « préfet »

*Il est curieux de constater qu'Emile Bollaert déclare ici n'avoir que trois enfants, alors qu'il en a quatre. Peut-être voulait-il ainsi cacher que son fils aîné Roland, réfractaire au Service du Travail Obligatoire (STO), s'était évadé de France ?*

Parmi les déportés présents dans le camp, Emile Bollaert retrouve son ami Julien Cain, administrateur général de la Bibliothèque Nationale

24 août 1944, peu avant midi : un bombardement allié détruit avec une remarquable précision l'usine d'armement qui jouxte le camp, ainsi que le campement des SS, sans toucher le secteur des déportés. A cet instant, Emile Bollaert est à côté de Richard Pouzet et tous deux sont stupéfaits de la soudaineté et de la précision de l'opération

3 septembre 1944 : transféré au camp de concentration de Dora-Ellrich (construction des missiles V1 et V2) au nord de Nordhausen en Thuringe (à 80 km de Weimar)

*Les missiles V1 et V2 étaient précédemment construits dans l'usine de Peenemünde (créée en 1936 en Poméranie, sur la presqu'île d'Usedom dans la mer Baltique) dépendant du camp de concentration de Ravensbrück. Cette usine fut fortement endommagée le 17 août 1943 lorsque 596 avions britanniques lâchèrent 1924 tonnes de bombes (opération Hydra)*

*L'aménagement de l'usine souterraine « Mittelwerk » de Dora dans une ancienne carrière de gypse fut alors entrepris dès le 28 août 1943 et la production démarra en janvier 1944*

*Le directeur technique de Peenemünde, puis de Dora, est Wernher von Braun que les Américains accueilleront à bras ouverts, quand il se rendra aux troupes américaines le 2 mai 1945 en Bavière, pour diriger leurs expéditions sur la lune. Von Braun, membre du parti nazi et des SS, a toujours nié connaître les conditions de vie et de travail de la main-d'oeuvre de Dora, mais le contraire a été prouvé par de nombreux témoignages*

*Hitler s'était étonné que la construction des missiles V1 et V2, pièces maîtresses de sa force de frappe, fût confiée à des étrangers susceptibles de commettre des actes de sabotage. Ce à quoi Himmler répondit : « Je ferai régner un tel climat de terreur qu'il n'y aura pas de sabotage »*

Les déportés sont répartis en équipes (ou kommandos) chargés de différentes tâches :

- 1) en dehors de l'usine souterraine, des travaux de manutention, très importants car les missiles arrivent en pièces détachées de différentes usines allemandes,
- 2) dans l'usine souterraine, des travaux de montage. Pour que l'usine fonctionne 24 heures sur 24, il est créé des équipes de jour et des équipes de nuit,
- 3) des corvées pour le fonctionnement et l'entretien du camp.

Quant aux inaptes au travail, ils sont affectés à un kommando Nuit et Brouillard : on les fait monter dans des wagons qu'on oublie une semaine sur une voie de garage. Au bout de quelques jours, ils sont tous morts de soif et de faim.

Emile Bollaert ne sera jamais affecté à des travaux de la deuxième catégorie, peut-être parce qu'il porte des lunettes

Le 5 septembre 1944, il est admis à l'infirmerie (Revier) du camp, en raison d'une inflammation de son pied droit

L'emploi du temps des déportés des catégories 1 et 3 est le suivant :

Réveil à 4h00. Toilette : 12 robinets pour 150 hommes. Puis, chacun achève de se vêtir. La paillasse est rapidement remuée et revêtue de la couverture. Aller au réfectoire : Les jours fastes, il y a trois morceaux de pommes de terre et quelques bribes de viande.

Le chef de table distribue à chacun un quart de boule de pain, un bâtonnet de margarine et un morceau du plat du jour (confiture, saucisson, fromage, pâté ou un douzième de boîte de corned-beef). Les plus affamés l'entament séance tenante, les plus prévoyants l'enfouissent dans leur

musette. Appel sur la grand'place (une heure au minimum, trois heures et plus le dimanche). Puis, douze heures de travail avec une pause d'une demi-heure pour le casse-croûte. Enfin, retour au "block" et aussitôt couchés, aussitôt endormis

Pendant toute la journée, les coups de matraque ne cessent jamais de pleuvoir, car les SS et les kapos ne sont jamais satisfaits

*Le Frère Birin des Ecoles Chrétiennes, enregistré sous son vrai nom Alfred Untereiner et portant le matricule 43652, cache soigneusement son engagement religieux. Lorrain, il est parfaitement bilingue et pour cette raison, il est affecté au secrétariat du bureau des Statistiques du Travail. Il profite de sa position pour affecter les Français aux postes les moins pénibles. L'autre secrétaire, un Russe avec lequel il est en bons termes, en fait autant pour privilégier ses compatriotes. Mais le bureau des Statistiques n'est pas le seul à distribuer des postes de faveur : Tous les kapos, et autres petits chefs, le font pour montrer ou monnayer leur pouvoir relatif. Quand le nombre des postes de faveur devient trop visible, les SS organisent des « transports » vers des kommandos extérieurs, Osnabrück par exemple, ou vers les sinistres kommandos Nuit et Brouillard. Ces transports sont organisés très rapidement, en une heure seulement, pour que les déportés désignés n'aient pas le temps de se faire attribuer une nouvelle affectation*

Beaucoup de déportés, souvent plus jeunes qu'Emile Bollaert, périssent par le travail excessif, les appels interminables, les incessants coups de matraque, les tortures, les pendaisons, le froid, la faim, le manque de sommeil, la maladie. Les corps sont envoyés au four crématoire, ou en cas de surabondance déversés dans des fosses communes

*Le plus ignoble, c'est que les SS parviennent à dresser les détenus les uns contre les autres : Le procédé le plus usité pour diviser les détenus est la désignation de "chargés de fonction" (petits responsables, secrétaires, infirmiers) jouissant de petites faveurs (nourriture, vêtements, couchage). Certains appliquent les consignes avec zèle, voire avec sadisme, comme les sinistres Kapos, souvent porteurs du triangle vert des condamnés de droit commun. D'autres appliquent les consignes au minimum, tendant d'adoucir le sort de leurs codétenus, avec tous les risques que cela comporte, mais ils sont incompris par la majorité des déportés qui les rendent responsables de toutes les consignes qu'ils sont contraints d'appliquer. Dans tous les cas, ces chargés de fonction vivent dans la hantise d'être démis de leur fonction, car leur protection, toute relative, cesse aussitôt et ils sont exposés à la vindicte de leurs adversaires les plus farouches*

*Les cas de délation sont très nombreux et entraînent des opérations de règlement de compte pouvant aller jusqu'à l'assassinat entre détenus. Pour les SS, aucun problème, pas d'enquête inutile : Les saboteurs, ou présumés tels, sont pendus. Dans l'usine souterraine, ils sont pendus au-dessus de leur poste de travail et restent là un ou deux jours, en guise d'avertissement pour les déportés remplaçants*

A 54 ans, Emile Bollaert est affectueusement surnommé « le Vieux, l'Ancien ». Ses camarades les plus proches sont le fonctionnaire des PTT Edmond Debeaumarché, le Frère Alfred Birin, le comte Paul Chandon, le commandant De Michelis, Richard Pouzet sous-préfet de Vitry-le-François

*Edmond Debeaumarché, chargé de l'entretien de l'installation téléphonique du camp, est très apprécié des SS, car il détecte et répare rapidement les pannes de téléphone (qu'il a lui-même provoquées). Il accomplit une prouesse incroyable : il installe un micro clandestin dans le bureau du commandant du camp !*

Le 8 octobre 1944, Emile Bollaert est inscrit dans un kommando de 180 hommes envoyés, d'abord au camp annexe d'Heringen (au sud-est de Nordhausen), puis à Osnabrück (en Basse-Saxe). Le Frère Alfred n'en a connaissance qu'au dernier moment. Il a juste le temps de serrer la main d'Emile Bollaert et de lui adresser quelques paroles d'encouragement.

La 5<sup>e</sup> brigade SS de construction ferroviaire d'Osnabrück comprend environ 470 hommes. Au bout de quelques semaines, Emile Bollaert est déclaré inapte au travail et renvoyé à Dora avec 50 autres déportés. Nous avons dit plus haut qu'être déclaré inapte au travail signifiait être bon pour le four

crématoire. Il faut croire qu'un ami inconnu lui a trouvé rapidement une affectation salvatrice, car les registres de l'infirmerie indiquent qu'il y séjourne du 2 décembre au 29 janvier. Ce ne pouvait être le Frère Alfred, car entre-temps le malheureux avait été arrêté et envoyé à la prison (bunker) du camp. On imagine le régime épouvantable que devaient endurer les hôtes du bunker

A sa sortie de l'infirmerie, il est affecté à un poste de faveur. Le bureau des Statistiques indique « veilleur de nuit », mais il est difficile d'imaginer ce que pouvait être cette fonction dans un pareil environnement. Ce poste est moins fatigant et donne droit à une alimentation plus abondante

Devançant l'arrivée le 27 janvier 1945 des troupes soviétiques à Auschwitz (Silésie), les Allemands évacuent courant janvier les 3000 derniers déportés de ce camp vers le camp de Dora. Ces déportés effectuent un voyage épouvantable, à pied sur une centaine de kilomètres, puis en wagons découverts (en plein hiver) sans aucune nourriture. 1400 arrivent en février à Dora dans un état si effrayant que la plupart décèdent dans les jours suivants

*25 mars, dimanche des Rameaux : les bombardements alliés s'intensifient (la ville d'Osnabrück est pratiquement rasée) et ceci remplit d'espérance le cœur des déportés*

1° avril, dimanche de Pâques : pressentant l'arrivée proche des troupes alliées, les Allemands détruisent tous les plans des missiles ainsi que les appareils de précision de l'usine

3 avril : un premier transfert de détenus est décidé, concernant surtout les détenus de la 2° catégorie. Après un voyage de onze jours en train comportant de nombreux retours en arrière, dans des conditions très éprouvantes (c'est un euphémisme), les déportés arrivent à Ravensbrück, en Brandebourg, à 80 km de Berlin, dans le camp de déportation réservé en majorité aux femmes. Richard Pouzet fait partie de ce convoi, mais non Emile Bollaert

5 avril : faisant partie du deuxième transfert d'évacuation, Emile Bollaert est transféré au camp de déportation de Bergen-Belsen en Basse-Saxe. Le voyage en train dure six jours, alors que les vivres distribués au départ n'étaient prévus que pour trois jours. Et l'eau a vite manqué

*Sur ordre écrit d'Himmler, il avait été préparé du pain empoisonné pour tous les déportés arrivant à ce camp. Heureusement, ce pain n'a pas été distribué, le médecin du camp, responsable de cette opération, ayant calculé que ce geste lui vaudrait l'indulgence des Alliés s'il était fait prisonnier*

15 avril 1945 : délivré par la 11° division blindée de la 2° armée britannique

*Les Britanniques découvrent 51.000 déportés encore vivants mais à bout de forces, la plupart plus ou moins malades, et 7.000 cadavres épars dans le camp. Les Britanniques ne savent pas comment réagir et ils donnent aux déportés une nourriture trop abondante qui provoque de nouveaux décès !*

Pour assurer la gestion de cet enfer, les officiers britanniques demandent aux déportés de chaque nationalité d'élire un représentant, puis ils demandent à l'ensemble des représentants nationaux de désigner un représentant unique : Sur proposition du délégué russe, Emile Bollaert est désigné. Il participe donc à l'organisation de l'évacuation du camp. Il est aidé dans cette tâche par Antoine Mauduit qui lui sert d'interprète auprès des officiers britanniques

*Emile Bollaert avait rencontré le résistant Antoine Mauduit à l'infirmerie de Dora début septembre 1944, puis à Osnabrück en octobre. Antoine Mauduit ne reverra pas la France, car il meurt le 9 mai 1945 à l'hôpital de Sulingen*

Emile Bollaert, assumant scrupuleusement cette nouvelle responsabilité, part parmi les derniers  
*Seuls 18 % des déportés du convoi du 15 août 1944 survécurent*

Références :

- le livre "16 mois de bagne : Buchenwald - Dora" du Frère Alfred Birin, préfacé par Emile Bollaert, Editions Dautelle, Epernay, 1947
- le livre "Cellule 114" de Charles Spitz, Editions Le soutien par le livre, 1988
- la thèse sur la « 5. SS-Eisenbahnbaubrigade Osnabrück » (5e brigade SS de construction ferroviaire d'Osnabrück) de Karl Kassenbrock, 2017

## Chapitre 7 : Retour en France, reprise du travail

29 avril 1945 : rapatrié en France. il ne pèse plus que 45 kg

*Sur les conseils de son médecin, son épouse le soumet à un régime strict, ne lui augmentant ses repas que progressivement*

1<sup>o</sup> mai 1945 : défile, en tenue de déporté, sur les Champs-Élysées

*Il est surpris et amer de constater que, dans la nouvelle Administration d'après-guerre, figurent de nombreux faux résistants et anciens collabos. Publiquement, il n'en dira rien, car il se sent solidaire du corps administratif et il comprend la politique de De Gaulle qui cherche à reconstruire le pays avec tous les Français, fut-ce au prix d'une amnistie générale. Toutefois, dans ses papiers personnels, il a été trouvé un projet de discours en hommage à Jean Moulin, où il donne libre cours à son amertume. Cette diatribe, écrite au printemps 1947, a-t-elle été vraiment prononcée ? En voici le texte :*

« Dans l'émouvante cohorte des martyrs de la Résistance, toutes les classes, tous les milieux de notre pays sont numériquement et qualitativement représentés et il n'est pas du droit d'aucun parti politique de s'en approprier la gloire. Certains ont pourtant assez souvent émis cette audacieuse prétention pour qu'aujourd'hui j'aie la fierté et le devoir de saluer la mémoire de Jean Moulin au nom du Parti radical et radical-socialiste et d'honorer, avec tous ceux qui se pressent ici, le grand Français qui entreprit de grouper tous les mouvements d'insurrection et créa le Conseil National de la Résistance.

On a bien souvent reproduit l'étonnante carrière de ce jeune et charmant collègue de l'Administration Préfectorale qui, avec un certain nombre d'entre nous, ne consentit point à accepter la défaite et le honteux armistice. Je n'y reviendrai pas, ou plutôt je ne voudrai y revenir que pour tirer la leçon de la vie de ce héros dont le martyre a fait le symbole même du patriotisme.

Jean Moulin n'eut pas besoin, en effet, de bien longues méditations, du spectacle ignominieux de l'oppression étrangère, des exhortations de nos puissants Alliés pour se dresser contre l'envahisseur. Dès juillet 1940, je dis bien dès juillet 1940, il est et il restera le fier Résistant aux côtés de qui les Mouvements de la zone Nord comme de la zone Sud viendront un à un se rassembler. Il était, au reste, assez entraîné à la lutte pour avoir, quelques années plus tôt aux cotés de son chef, dû faire front à de violentes attaques, sur l'origine et la nature desquelles une enquête, prochaine espérons-le, fera sans doute la lumière (1).

Pour tout dire, Jean Moulin avait l'âme d'un combattant. Patriote et républicain, il ne pouvait souffrir que la Patrie fût humiliée et la République bafouée. Et nous imaginons sans grand effort, nous qui avons de tout temps partagé ses sentiments, ce qu'étaient ses angoisses lorsqu'une clique d'aventuriers prétendait représenter la France en se roulant aux pieds de l'envahisseur et que les résistants ne se trouvaient qu'une poignée. Mais c'est peut-être de cette confrontation avec la guerre qu'il tira le meilleur de lui-même. Il était, lui aussi, de ces hommes qui croient suffisamment en la Liberté pour lui rester fidèles même lorsqu'elle est foulée aux pieds, qui croient suffisamment à la Vérité pour lui rendre témoignage même lorsqu'elle est odieusement défigurée. Et c'est au nom de la Liberté et de la Vérité qu'il entreprit cette tâche quasi surhumaine de grouper dans la clandestinité tous les Français qui pensaient comme lui et d'établir le contact avec celui d'entre eux qui, dans un message inoubliable, avait osé proclamer en pleine débâcle que la France avait sans doute perdu une bataille, mais qu'elle n'avait pas perdu la guerre.

C'est au nom de la Liberté et de la Vérité qu'il dégagea ce qui par la suite devait constituer l'esprit même de la Résistance, cet esprit qui ne tira son inspiration que du tréfonds de la conscience nationale, cet esprit qui ne s'est pas insurgé contre le nazisme pour s'asservir au despotisme de partis

totalitaires, cet esprit enfin qui, résolument tourné vers le progrès social, ne le conçoit et ne le comprend pour notre Pays que dans la Liberté et par la Liberté.

La Liberté, mon brave, mon cher Moulin, en avons-nous assez rêvé pendant l'occupation ! Et que de projets, au reste, n'avions-nous pas formés ! Sans doute, les choses ne se sont pas déroulées telles que nous l'avions prévu. Oh, non pas que nous ayons été désavoués ni abandonnés. Bien au contraire, il y en a des résistants maintenant ! Plus que tu ne l'aurais supposé, et des héros, et des martyrs. Au point qu'on est un peu confus de n'avoir été que déporté et d'être encore vivant. Et tout ce monde-là péroré, et tout ce monde-là s'agite, et tout ce monde-là, dans l'ivresse de la délivrance ou parfois plus simplement du retour, s'est attribué des galons, des honneurs, des prébendes. Les uns jouent les fiers-à-bras qu'on n'avait pas revus depuis 1940. Les autres ont monnayé leur patriotisme...

Qu'est-ce que tu dis ? Que c'est ignoble, que cela n'est pas cela, la Résistance. Ah ! Mon cher, si tu les entendais ! Ils crient plus fort que nous : et ce qu'ils ont fait et ce qu'ils n'ont pas fait, « Et j'absous celui-ci ! », « Et je condamne celui-là ! ». S'ils avaient eu ce cran-là en 43, tu ne serais pas mort et je ne serais pas allé au camp de concentration ! Mais, mon bon vieux, calme-toi. Ne regardons pas ces vasières. Ton sacrifice, ton sublime sacrifice n'aura pas été vain : Le Boche n'est plus là et nous avons gagné la guerre ! »

*Nota (1) : En 1936, Jean Moulin, chef de cabinet du ministre de l'Air Pierre Cot, prend part aux livraisons clandestines d'armes et d'avions au gouvernement républicain pendant la guerre d'Espagne. Ce qui provoque bientôt une violente polémique, certains hommes politiques l'accusant d'être un agent de Moscou.*

*Après sa mort, de 1950 jusqu'en 1977, cette polémique est reprise par des responsables de mouvements de Résistance, dont Henri Frenay chef du mouvement Combat, qui l'accusent d'avoir favorisé les résistants communistes en 1942 et 1943,*

*puisqu'il était un agent de Moscou !*

*C'est donc à la première phase de cette polémique qu'Emile Bollaert fait allusion*

1<sup>o</sup> juin 1945 – 31 mars 1946 : Commissaire la République (préfet de région) à Strasbourg  
A pour directeur de cabinet Jean Wolff, pour chef de cabinet Jean Taulelle, pour conseiller culturel Henri Besseige

*Le préfet du Bas-Rhin est Bernard Cornut-Gentille, celui du Haut-Rhin René Paire*

Il supervise une épuration efficace, sans heurt. Il organise la réinstallation des Alsaciens qui avaient fui l'annexion. Il est dans les meilleurs termes avec l'évêque de Strasbourg Mgr Weber, l'église alsacienne étant toujours sous le régime du Concordat

*Mgr Weber acceptera de venir le 20 décembre 1948 célébrer le mariage de Jacqueline Bollaert et Albert Guénard dans l'église Saint-Louis-des-Invalides*

Il reçoit successivement le sultan du Maroc Mohammed V (le 21 juin 1945, accompagné de son fils, le futur roi Hassan II) et le bey de Tunisie venus inspecter leurs troupes stationnées en Allemagne

Fin mars 1946, il adresse une note sur le Concordat en Alsace-Moselle à Edouard Herriot, redevenu simple député à l'Assemblée Constituante, et qui depuis 1920 était préoccupé par cette question du Concordat. Herriot en accuse réception dans une lettre très élogieuse du 8 avril 1946 :

« Assemblée Nationale Constituante

Paris, le 8 avril 1946

Mon cher Bollaert,

Merci de m'avoir envoyé cette note qui, dans sa complication forcée, me paraît très bien faite. Elle me rappelle de pénibles souvenirs et m'apporte, comme à tous, d'intéressants renseignements.

Les conclusions me paraissent sages, sauf que je vois de graves inconvénients à mettre le Vatican dans le circuit. La question est nationale ; elle doit se régler entre Français. Les autorités religieuses pourront consulter leur chef. Pas nous.

Vous avez fait de l'excellent travail. Chacun le dit. Les délégués au Congrès m'ont parlé de vous avec des larmes dans la voix. Je vous tiens pour apte à tout.

Affections

E. Herriot

P.S. : Comme vous avez bien fait de ne pas entrer à la Constituante ! »

La mission d'Emile Bollaert en Alsace prend fin le 31 mars 1946, du fait de la suppression des Commissaires de la République

20 décembre 1946 – 7 novembre 1948 : Conseiller de la République (sénateur) élu par les députés de l'Assemblée Nationale par 531 voix sur 582 votants

Inscrit au groupe du Parti Radical et Radical-Socialiste

Vice-Président de la Commission de l'Intérieur

16 janvier 1947 : Participe au Congrès de Versailles où les Chambres réunies en Parlement élisent le premier président de la Quatrième République, Vincent Auriol, socialiste

### Chapitre 8 : L'Indochine en mars 1947

Emile Bollaert est nommé Haut-Commissaire de France (gouverneur général) en Indochine le 5 mars 1947.

Pour comprendre son action, il est nécessaire de rappeler les événements qui se sont produits en Indochine de septembre 1939 à mars 1947.

En 1939, l'Indochine était une fédération de cinq états :

- le royaume du Cambodge, protectorat français. Norodom Sihanouk en deviendra roi en mai 1941,
- le royaume du Laos, protectorat français,
- l'état du Tonkin, protectorat français,
- l'empire d'Annam, sous l'empereur Bao Daï depuis 1926, protectorat français,
- la Cochinchine, colonie française.

Les populations des trois derniers états, appelés les trois Ky, sont en quasi-totalité annamites, la plus grande exception étant située sur les plateaux du Sud de l'Annam

L'accord Darlan-Kato de juillet 1941 donne aux forces japonaises l'accès à toute l'Indochine sans limitation d'effectif. La présence de l'armée japonaise se transforme en véritable occupation par le coup de force du 9 mars 1945 au cours duquel est fait prisonnier le vice-amiral Jean Decoux, gouverneur général nommé par Vichy le 25 juin 1940 ; Decoux restera interné 45 jours.

Le 24 mars 1945, De Gaulle fait une déclaration évoquant la liberté de l'Indochine, mais en termes très vagues, et surtout en repoussant l'idée de l'unification des 3 Ky. Il évoque son projet de création d'un commonwealth à la française, l'Union Française, qui ne sera officiellement constituée que le 27 octobre 1946

Le 2 août 1945, lors de la conférence de Postdam à laquelle De Gaulle n'est pas convié, les Alliés décident que les Britanniques et les Chinois seront chargés de désarmer les Japonais (les Britanniques au Sud du 16° parallèle et les Chinois au Nord). *Le 16° parallèle passe à 50 kilomètres au Sud de Hué, la capitale de l'empire d'Annam.*

Le 13 août 1945, le parti communiste Vietminh constitue un Comité de Libération du peuple vietnamien.

S'ensuit du 17 août au 3 octobre une période de troubles : Tant à Hanoï qu'à Saïgon, les vietnamiens et les colons commettent de nombreuses et graves exactions, aucune des armées présentes ne voulant assurer le maintien de l'ordre

Le 25 août, Bao Daï est contraint d'abdiquer en faveur du Vietminh

Le 2 septembre à Hanoï, Ho Chi Minh proclame la République Démocratique du Viet-Nam (RDVN)

Les Chinois entrent au Tonkin en force (130.000 hommes) le 28 août 1945, désarment les soldats français comme les soldats japonais, font main basse sur tout le commerce local et n'assurent pas la sécurité des civils français. Tout en faisant mine de déclarer le Vietnam indépendant, ils s'emparent de la totalité de l'administration. Cette mainmise devient si importante qu'il faudra négocier un traité à Tchoung-King le 26 février 1946 pour que la Chine reconnaisse la souveraineté de la France en Indochine et qu'elle retire ses troupes le 31 mars en théorie, mais en fait le 18 septembre 1946.

Les Britanniques arrivent à partir du 6 septembre 1945 à Tan Son Nhut, l'aéroport de Saïgon. Ce sont principalement des unités indiennes, placées sous les ordres du major général Gracey. Celui-ci aidera fortement à rétablir la présence française en Indochine. Il quittera l'Indochine le 28 janvier 1946 après avoir désarmé 54.000 Japonais.

De leur côté, les populations cambodgienne et laotienne, ainsi que leurs dirigeants respectifs, le roi Norodom Sihanouk et le prince Sisavang Vong, acceptent de revenir au statu quo ante.

Pour les trois Ky, voici l'évolution des événements jusqu'en mars 1947 :

D'août 1945 à février 1946, le Vietminh se rend progressivement maître des montagnes et des campagnes du Nord et du Centre du Vietnam

Le général de corps d'armée Philippe Leclerc de Hautecloque, nommé Commandant en Chef le 15 août 1945, arrive avec un corps expéditionnaire le 5 octobre 1945, et se rend maître de la situation, au moins dans le Sud et le Centre du Vietnam. Le vice-amiral d'escadre Thierry d'Argenlieu, nommé Haut-Commissaire de France en Indochine le 15 août 1945, arrive à Saïgon le 30 octobre. Le général de brigade Raoul Salan, délégué militaire du haut-commissaire, s'installe à Hanoï le 1<sup>o</sup> septembre.

Pour se soustraire à la pression chinoise qu'il jugeait très dangereuse, Ho Chi Minh entame le 28 septembre 1945 des négociations secrètes avec la France : Le 6 mars 1946, sous le gouvernement de Félix Gouin (président du gouvernement provisoire depuis le départ du général De Gaulle le 20 janvier 1946) et sur l'insistance du général Leclerc, a été signé à Hanoï un projet d'accord entre la France, représentée par Jean Sainteny, Commissaire de la République au Tonkin, et l'auto-proclamée République Démocratique du Viêt-Nam représentée par MM. Ho Chi Minh et Vu Hong Khanh. Ce document était modestement intitulé « Convention préliminaire franco-vietnamienne ». Il était complété le même jour par un accord annexe, signé par Jean Sainteny, le général Salan et le général Vo Nguyen Giap, précisant la mise en œuvre militaire de la Convention

On peut s'étonner que, lors du débat parlementaire de mars 1947, Paul Ramadier, déclarant le document du 6 mars 1946 « caduc », ait employé le terme emphatique de « traité »

Mais l'amiral d'Argenlieu n'accepte pas les documents signés le 6 mars 1946, spécialement l'accord annexe qu'il considère comme un « Munich indochinois ». De son côté, le général Leclerc déclare : « Nous serons embourbés dans cette guerre » et préconise la poursuite des négociations. Ce qui provoque une violente dispute entre les deux hommes

Le 18 mars 1946, après deux semaines de négociations avec la RDVN, Leclerc et son armée entrent à Hanoï. Il rencontre aussitôt Ho Chi Minh. On pouvait alors espérer que le conflit vietnamien était en voie de règlement

Thierry d'Argenlieu rencontre Ho Chi Minh en baie d'Along le 24 mars et élude toute suite immédiate à la convention du 6 mars. Bien que présent sur le croiseur *Emile-Bertin*, le général Leclerc n'est pas invité à participer à ces entretiens

Offensé par l'attitude de l'amiral, le général Leclerc lui écrit le 1<sup>o</sup> avril pour affirmer sa volonté de *jouer franc-jeu* avec les Annamites

A la demande de l'amiral d'Argenlieu, un deuxième accord annexe est signé le 3 avril par le général Salan et le général Giap pour préciser « provisoirement » les conditions d'application de la convention du 6 mars. Naturellement, ce deuxième accord est moins favorable au Vietminh que le précédent

Après l'échec de la conférence de Dalat du 17 avril au 11 mai, Ho Chi Minh demande avec insistance de négocier directement avec le gouvernement français. Il viendra à Fontainebleau le 6 juillet. Cette conférence se terminera par un constat d'échec le 14 septembre, l'amiral d'Argenlieu ayant tout fait pour la torpiller, notamment en réunissant au même moment la 2<sup>o</sup> conférence de Dalat du 1<sup>o</sup> au 15 août

Le 14 septembre, veille de son départ, Ho Chi Minh signe avec Marius Moutet un modus vivendi qui ne sera pas appliqué en Cochinchine et sera appliqué avec de grandes difficultés au Tonkin jusqu'au 20 novembre

Le 12 juillet 1946, le général Leclerc est nommé Inspecteur des forces terrestres en Afrique du Nord et il quitte l'Indochine le 19 juillet. Le général de division Jean-Etienne Valluy devient le nouveau Commandant en Chef

*A deux reprises, le 25 avril et le 8 juin, le général Leclerc avait écrit au gouvernement, avec copie au général de Gaulle, pour demander sa relève. En réponse à sa première lettre, De Gaulle avait conseillé le 3 juin : « Tenez quelque temps encore... »*

*Le général Leclerc reçoit sa cinquième étoile le 14 juillet 1946*

Ensuite, les relations franco-vietnamiennes ont été fortement mises à mal par le bombardement injustifié de Haïphong : Le 20 novembre lors du contrôle douanier d'une jonque de contrebandiers, des coups de feu sont échangés entre les troupes françaises et l'armée régulière vietnamienne. Pendant 48 heures, la ville est en ébullition : on tire de partout. Le 23 novembre, le général Valluy (assurant l'intérim du haut-commissaire Thierry d'Argenlieu alors en déplacement à Paris) passe outre à l'avis défavorable du général de division Louis Morlière (Commissaire de la République par intérim au Tonkin) et, court-circuitant ce dernier, fait donner l'artillerie de l'Armée de Terre, puis quelques heures plus tard l'artillerie navale. Ce bombardement aurait fait 6.000 morts

La ville de Hanoï est en effervescence : chacun se prépare à un affrontement que l'on sent imminent

Le 10 décembre, Léon Blum prône un accord sincère avec le Vietnam, sur la base de l'indépendance.

Deux jours plus tard, Léon Blum est chargé de constituer un gouvernement socialiste homogène, donc sans MRP, ni communistes. Les espoirs que ce changement politique avait fait naître sont vite effacés par l'annonce du retour de l'amiral d'Argenlieu au Vietnam

L'insurrection d'Hanoï le 19 décembre marque la dénonciation de facto de l'accord du 6 mars 1946 et le début de la généralisation de la guerre. Les chefs vietminh quittent la ville pour se réfugier dans la jungle de la moyenne région tonkinoise

Le 25 décembre, Léon Blum envoie sur place Marius Moutet, toujours ministre de la France d'Outre-Mer, et le général Leclerc pour rechercher les moyens d'appliquer les accords déjà signés. Marius Moutet constate l'impasse politique, tandis que le général Leclerc conclut ainsi : « Les opérations militaires ne constituent pas une fin en elles-mêmes. Le problème militaire ne peut-être isolé ou conçu séparément du plan politique ... L'anticommunisme sera un levier sans appui aussi longtemps que le problème national n'aura pas été résolu. »

Le 26 janvier 1947, Ho Chi Minh déclare à la radio que le peuple du Vietnam désire la paix, une collaboration amicale avec la France, son indépendance et son unité territoriale au sein de l'Union Française

Début 1947 en France, l'opinion publique et la classe politique réalisent que l'heure est enfin venue de trouver une solution politique et tous les partis, du PCF au MRP, pensent au général Leclerc pour mener à bien cette tâche. Celui-ci, pressenti, décline le 13 février 1947 l'offre de Paul Pamadier, après une entrevue orageuse, le 8 février, avec le général De Gaulle plein de rancoeur envers cette 4<sup>o</sup> République qui s'est constituée sans lui, voire contre lui. *Cette amertume de De Gaulle était déjà perceptible en mars 1946, comme le montre une lettre adressée à Emile Bollaert le 5 mars 1946,*

*lettre qui est reproduite plus loin, dans le chapitre 12.*

Le général Juin se récuse également.

## Chapitre 9 : Tentatives de paix au Vietnam

5 mars 1947 – 20 octobre 1948 : Haut-Commissaire de France en Indochine

Nommé par le gouvernement tripartite (PC-SFIO-MRP) de Paul Ramadier (premier gouvernement de la 4<sup>e</sup> République, en place depuis le 23 janvier 1947 ; Paul Ramadier est socialiste ; le vice-président Pierre-Henri Teitgen est MRP : le ministre de la Guerre Paul Coste-Floret est MRP ; le ministre de la France d'Outre-Mer Marius Moutet est socialiste) pour une mission de six mois.

Cette mission sera reconduite deux fois.

Emile Bollaert constitue son cabinet : directeur de cabinet Pierre Messmer, chef de cabinet Jacques Gandouin, chef d'état-major particulier le colonel Louis Le Pulloch, conseillers Paul Mus (directeur de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer), Lucien Vochel, Xavier de Christen, Didier Michel  
Il demande à l'ambassadeur Jean Daridan de se joindre à lui, mais Daridan décline, *car il se serait trouvé en porte-à-faux envers son patron, le ministre des Affaires Etrangères Georges Bidault*

Désirant asseoir son action sur de bases solides, Emile Bollaert ne veut pas rejoindre son poste avant :

- d'assister au débat parlementaire des 11, 14, 18 et 20 mars 1947 consacré à la situation en Indochine,
- d'avoir reçu des instructions claires du gouvernement.

Le 24 mars, Paul Ramadier, ayant reçu de l'Assemblée un vote favorable à sa question de confiance sur sa politique indochinoise, lui précise qu'il doit rechercher une solution politique du conflit vietnamien négociée avec toutes les tendances vietnamiennes, dans le cadre de l'Union Française

Courant mars, le général Leclerc adresse une lettre ouverte à Emile Bollaert : « Traitez, traitez à tout prix ! »

*Le général Leclerc trouve la mort le 28 novembre 1947 dans un accident d'avion en Algérie. Répondant aux condoléances que lui a adressées Emile Bollaert, madame Leclerc lui écrit le 15 décembre 1947 :*

*« Monsieur le Haut-Commissaire, J'ai été vivement touchée, ainsi que mes enfants, de votre sympathie et veux vous en remercier personnellement. Mon mari m'avait parlé de vous longuement lors de votre départ en Indochine. Il suivait avec intérêt tout ce qui se passait là-bas, pensant sans cesse à tous ceux qui y travaillaient et y mouraient. Après une vie aussi pure, consacrée uniquement aux devoirs de Chrétien et de Français, on ne doit que se réjouir du bonheur qui est le sien, en essayant d'oublier que l'on existe ! Croyez, je vous prie, Monsieur le Haut-Commissaire, à mes sentiments attristés. T. Leclerc de Hauteclouque »*

Le 28 mars 1947, Emile Bollaert et Pierre Messmer prennent l'avion pour Saïgon où ils arrivent le 1<sup>er</sup> avril

*Le voyage en DC3 militaire avec un équipage unique a duré 5 jours. A cette époque, la ligne régulière Paris-Saïgon d'Air France, en DC4 avec relais d'équipages, met 3 jours*

Si on veut résumer en quelques lignes le but poursuivi par Emile Bollaert et les actions qu'il a menées :

- 1) Il était persuadé que la paix ne pouvait être rétablie qu'en accordant l'indépendance au Vietnam, avec le plein accord du Vietminh
- 2) Il a proposé au Vietminh le 12 mai 1947 une négociation en vue d'un cessez-le-feu, puis dans le discours qu'il projetait de prononcer le 15 août 1947, il voulait ordonner un cessez-le-feu immédiat devant être suivi d'une négociation  
Enfin, il a proposé à Bao Dai, les 6 décembre 1947 et 5 juin 1948, de devenir le chef d'état du Vietnam, dans des conditions propices au ralliement du Vietminh
- 3) Il s'est heurté à l'obstruction obstinée du général Valluy soutenu par le ministre de la Guerre Paul Coste-Floret. Mais il avait le soutien de l'amiral Battet et du général Bodet

- 4) Il s'est heurté également à l'obstruction de l'aile droite du MRP, fortement majoritaire dans ce parti,  
 conduite par Georges Bidault. Toutefois, il faut observer que Robert Schuman, MRP, menait une politique plus libérale
- 5) Malgré la bonne volonté évidente des Présidents du Conseil Paul Ramadier, Robert Schuman, André  
 Marie et Henri Queuille, leurs gouvernements respectifs n'ont soutenu que très mollement Emile Bollaert, car la participation du parti MRP était indispensable à l'existence de ces gouvernements
- 6) Bao Dai a multiplié les attermoissements et les surenchères, car il redoutait les réticences, pour ne pas dire  
 plus, du Vietminh

Voici, plus en détail, le déroulement des évènements :

Dès leur arrivée, le colonel Le Pulloch, chef d'état-major particulier, et Pierre Messmer, directeur de cabinet, sont indignés par les rapports qu'ils reçoivent sur la tenue de l'armée et proposent à Emile Bollaert, qui la signe, une instruction secrète n° 518/EMP du 17 avril 1947 adressée à tous les officiers supérieurs et généraux du corps expéditionnaire.

Cette instruction est d'une rare sévérité : « J'attire votre attention sur les exactions de tous ordres : pillages, représailles aveugles, bombardements ou mitraillages par des bâtiments de guerre ou d'avions d'objectifs non militaires... je suis sûr que dans presque tous les cas la responsabilité des officiers est engagée. Officiers trop veules pour réagir brutalement devant le crime ; officiers compromis eux-même dans le crime ; officiers qui feignent de croire que l'honneur du soldat s'accommode des règles du « gang » ; officiers incapables qui subissent leur troupe plutôt qu'ils ne la commandent ; ce sont des officiers qu'il faut frapper, et exclure d'Indochine où ils salissent notre renom... J'entends que ces sanctions frappent haut, qu'elles ne soient pas discrètes, pudiques, qu'elles ne confèrent pas à leur victime l'auréole de je ne sais quel sacrifice à l'opinion publique. C'est ainsi que s'élimineront une poignée de reîtres qui déshonorent l'uniforme français et un certain nombre d'incapables pour qui la seule présence en Indochine constitue une garantie contre un dégageement justifié des cadres... »

A la lecture de ce texte, le général Valluy se précipite chez le haut-commissaire et obtient que lui soit substitué un texte plus édulcoré où subsistent néanmoins de fortes phrases : « J'exige qu'à tous les échelons le nécessaire soit fait pour que de telles erreurs, qui ont été parfois de véritables crimes, ne se reproduisent plus... Je n'admets pas qu'aveuglés par un esprit de corps mal placé, certains colonels couvrent leurs subordonnés fautifs... A vos chefs, je demande de frapper fort et haut. »

Le 19 avril, en réponse à l'inflexion de la politique gouvernementale indiquée par Paul Ramadier lors du débat parlementaire de mars 1947, Hoang Minh Giam, ministre des Affaires Etrangères de la RDVN, propose à Emile Bollaert la cessation immédiate des hostilités et l'ouverture de négociations de paix.

Emile Bollaert transmet cette proposition à Paul Ramadier qui répond le 29 avril en imposant des conditions qui seront considérablement renforcées par le général Valluy sur les conseils de Paul Coste-Floret, ministre de la Guerre

*A noter que les commandements de l'Armée de Terre, de la Marine et de l'Armée de l'Air avaient des opinions opposées : Tandis que le général Valluy (Commandant en Chef) s'évertuait à lui mettre des bâtons dans les roues, Emile Bollaert avait le soutien total de l'amiral Robert Battet (Chef des Forces Navales en Extrême-Orient) et du général Bodet (commandant les forces aériennes). Le chef de cabinet de l'amiral Battet, le commissaire de la marine Jacques Raphaël-Leygues, était en contact permanent avec le cabinet du haut-commissaire*

Le 5 mai, l'entente tripartite PC-SFIO-MRP est rompue et les ministres communistes quittent le gouvernement. *Ce qui donne plus d'influence aux ministres MRP*

Le 12 mai, Emile Bollaert envoie son conseiller Paul Mus rencontrer Ho Chi Minh qui, naturellement,

refuse les conditions draconiennes imposées par le général Valluy. Paul Mus ne prend pas sur lui de rapporter des contre-propositions qui auraient pu ouvrir la voie à une négociation. Emile Bollaert le regrette, mais il est trop tard. Il lui faut rechercher la paix par d'autres moyens

Le 15 mai à Hanoï, Emile Bollaert déclare que la France accueillera les propositions de tous les partis : « elle ne reconnaît à aucun groupe le monopole de la représentation du peuple vietnamien »

D'autre part, Paul Ramadier trouve excessives les conditions posées par le général Valluy à un cessez-le-feu

Il demande à Emile Bollaert de lui soumettre un texte moins sévère

Le 24 mai, Emile Bollaert lui adresse un projet que Paul Ramadier approuve le 6 juin

Le 14 juin, Emile Bollaert accourt à Paris. car le conseil des ministres souhaite débattre de ce texte

Malgré les réticences de plusieurs ministres MRP, le conseil de ministres donne finalement son aval

De retour à Saïgon le 22 juillet, Emile Bollaert se prépare à prononcer un discours le 15 août et à donner simultanément aux troupes françaises l'ordre de cesser le feu

*Cette date a été choisie pour coïncider avec le jour de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan*

Le général Valluy fait connaître à Emile Bollaert son total désaccord et part à Paris le 25 juillet sous un prétexte médical, mais en fait pour demander aux ministres MRP (dont Georges Bidault, ministre des Affaires Etrangères, Pierre-Henri Teitgen et Paul Coste-Floret) d'arrêter ce projet de cessez-le-feu

Par ailleurs, Léon Blum propose dans le journal Le Populaire du 6 août la reprise des négociations avec Ho Chi Minh

Début août, Emile Bollaert télégraphie à Paris le texte du discours qu'il compte prononcer le 15 août à Hadong,

*petite ville située entre Hanoï et Haïphong*

Il est empreint d'un esprit d'ouverture : « La France ne vous demande pas la paix, elle vous l'offre »

En effet, ce discours annonce un cessez-le-feu immédiat, unilatéral et reconductible suivant un plan très étudié qui lie la prolongation de la trêve à l'acceptation par le Vietminh de conditions politiques et militaires suivant un calendrier précis

Le 12 août, l'amiral Battet (assurant l'intérim du général Valluy) fait distribuer sous enveloppe cachetée à toutes les forces armées d'Indochine l'ordre de cesser le feu ; ces enveloppes devront être ouvertes le 15 août à midi.

Pendant ce temps, les 3 ministres MRP cités ci-dessus, convaincus par le général Valluy, obtiennent de Paul Ramadier qu'Emile Bollaert ajourne son discours et soit convoqué d'urgence à Paris. A cet effet, Georges Bidault brandit à plusieurs reprises la menace de sa démission. L'Amiral Battet donne donc l'ordre à tous les chefs de corps de lui renvoyer ces enveloppes sans les avoir ouvertes.

Le 16 août, un conseil interministériel se réunit à l'Hôtel Matignon, où Emile Bollaert et le général Valluy sont entendus. Le projet de discours est édulcoré : il n'est plus question de cessez-le-feu ni d'indépendance. Il sera proposé une autonomie, mais seulement en vietnamien, pour que les peuples des autres colonies françaises ne comprennent pas l'ampleur de la proposition faite aux Vietnamiens. Personne ne prête attention au fait que les mots français **indépendance** et **autonomie** se traduisent par le même mot vietnamien !

Le 10 septembre, Emile Bollaert, respectant les instructions du gouvernement contraires à son projet initial, prononce à Hadong un discours, centré sur le mot vietnamien **indépendance-autonomie**. C'est un appel à « toutes les familles spirituelles et sociales » du Vietnam, lequel pourrait se gouverner lui-même et réaliser son unité, si les Cochinchinois y consentent. C'est l'abandon implicite de la « Fédération Indochinoise » dont Thierry d'Argenlieu avait fait le pivot de sa politique. Comme il ne propose pas franchement l'indépendance, ce discours n'a aucune chance de convaincre Ho Chi Minh. Mais il oriente la politique française vers la restauration de l'empereur Bao Dai

Bien qu'édulcoré, ce discours rend furieux les conservateurs français : le ministre Georges Bidault, le

général Valluy et le général Salan (commandant les Troupes d'Indochine du Nord depuis mai 1947) expriment publiquement leur désaccord.

*Contrairement à ce que prétend l'Association des amis de Raoul Salan dans son site Internet, Emile Bollaert n'est intervenu en aucune manière dans les nominations ou affectations du général Salan en 1947 et 1948. En outre, Emile Bollaert n'a eu aucune relation avec le général Salan de 1949 à 1978.*

Ce discours provoque la réaction positive espérée : L'ex-empereur d'Annam Bao Dai, réfugié à Hong-Kong, sort de sa réserve le 18 septembre et invite « les nationalistes authentiques » à se rassembler autour de lui pour l'aider à obtenir la paix

*Bao Dai avait été contraint d'abdiquer le 25 août 1945 en faveur du Vietminh. La RDVN l'avait nommé « conseiller suprême » du gouvernement vietminh. Néanmoins méfiant, Bao Dai avait quitté Hanoï en mars 1946 pour se réfugier en Chine, puis en avril 1946 à Hong-Kong*

Le 1<sup>o</sup> octobre, le général Nguyen Van Xuân est nommé chef du gouvernement de la République Autonome de Cochinchine. La France ne pouvant désormais soutenir un séparatisme cochinchinois, il intitule cet état « République du Sud-Vietnam »

*Voulant jouer de la traditionnelle rivalité entre Tonkinois et Cochinchinois, Thierry d'Argenlieu avait suscité le 1<sup>o</sup> juin 1946 la création d'une République Autonome de Cochinchine sous la présidence du docteur Nguyen Van Thinh. Après le suicide de ce dernier le 10 novembre 1946, Nguyen Van Xuân, polytechnicien et général de l'armée française, lui succède jusqu'au 7 décembre 1946 où il est remplacé par le caodaïste Lê Van Hoach*

*Le caodaïsme est à la fois une religion syncrétique et un mouvement politique, parfois même une principauté autonome avec sa propre armée. Il en est de même pour la secte des Hoa-Hao qui s'est fait remarquer par sa cruauté. Ces deux sectes, opposées au Vietminh, ont été, à plusieurs reprises, les alliées temporaires des armées françaises*

Dans les premiers jours d'octobre, le gouvernement Ramadier lâche la bride au général Valluy et approuve le déclenchement de l'offensive « Léa », au nord de Hanoï. Cette offensive, menée par le général Salan, donnera des résultats militaires mitigés.

Comme opération de propagande, elle a été marquée par un fiasco stupéfiant : Le 7 octobre, le général Salan, à bord d'un avion amphibie Catalina de l'Aéronavale, reçoit des messages radio l'informant que l'opération qu'il a lancée pour capturer Ho Chi Minh à Bac Kan a réussi ce même jour à 11h10. Sans chercher à vérifier cette information conformément à la procédure réglementaire, il la transmet à Emile Bollaert qui, sceptique, lui ordonne de garder cette information secrète.

L'amiral Battet, envoyé d'urgence à Hanoï pour prendre livraison d'Ho Chi Minh, constate le 8 octobre en fin de matinée que le message de Salan était fondé sur des renseignements fantaisistes

*Une longue enquête menée par un lieutenant de vaisseau, officier de sécurité navale, désigné par l'amiral Battet, se heurtera à la mauvaise volonté de l'Etat-Major et ne trouvera pas de conclusion.*

*L'officier marinier radio du Catalina est d'abord suspecté, mais aucune faute ne peut lui être reprochée. Par contre, un doute subsiste sur l'identité réelle de l'émetteur des messages fantaisistes, situé au sol.*

*L'hypothèse la plus plausible serait une manœuvre d'intoxication menée par le vietminh et parfaitement réussie !*

Le 24 novembre, Robert Schuman est nommé Président du Conseil. Paul Coste-Floret, très hostile à Ho Chi Minh, remplace Marius Moutet au ministère de la France d'Outre-Mer. Emile Bollaert songe à présenter sa démission, mais Robert Schuman lui demande de rester et l'assure de son entière confiance

Les 6 et 7 décembre 1947, Emile Bollaert rencontre Bao Dai en baie d'Along et signe avec lui un accord fixant les grandes lignes d'un traité franco-vietnamien. Bao Dai manifeste sa première réticence en ne signant pas de son nom d'empereur, mais de son nom de simple citoyen Vinh Tuy

*Cet accord comprend deux documents : une convention qui énonce les principes généraux de*

*l'accord et un protocole qui en précise les modalités d'application. Ce dernier document est par nature restrictif. Dès son retour à Hong-Kong, devant la réprobation de son entourage, Bao Dai regrette d'avoir signé ce protocole*

Le 20 décembre, Emile Bollaert part à Paris

Le 23 décembre, le gouvernement Schuman donne plein mandat à Emile Bollaert pour poursuivre toutes négociations et actions pour rétablir la paix, en dehors du gouvernement d'Ho Chi Minh

Après de nombreuses consultations, Bao Dai cherche à faire marche arrière et le 26 décembre, sur l'invitation de Georges Bidault, il quitte Hong-Kong pour Londres et Genève. Au président Schuman, il déclare « être venu à titre personnel pour s'informer de la position du gouvernement français dont il attend des propositions nouvelles »

Le 29 décembre, dans une conférence de presse à Saïgon, le général Xuân dévoile les intentions de Bao Dai en disant qu'il n'est pas question pour Sa Majesté de traiter avec la France

Emile Bollaert se rend à Genève où il rencontre cinq fois Bao Dai du 7 au 13 janvier 1948

Bao Dai déclare n'être pas lié par le protocole du 7 décembre. Emile Bollaert répond qu'aucun point de ce protocole ne peut être remis en question. Ces entretiens restèrent sans résultat

Le 10 février, le général Valluy est nommé inspecteur des forces terrestres d'Outre-Mer et rentre aussitôt à Paris. Après un intérim de deux mois (10 février - avril) effectué par le général Salan, le général Roger Blaizot est nommé Commandant en Chef en avril 1948

*Le général Salan n'est pas maintenu à ce poste en raison de sa faible ancienneté*

Début février, Bao Dai s'installe à Cannes et de temps à autre va à Paris où il rencontre des ministres et d'autres personnalités. Emile Bollaert proteste contre ces intrigues menées dans son dos, et le 21 février, le Conseil des Ministres lui renouvelle sa confiance

Le 14 mars, Bao Dai regagne Hong-Kong

En mars, Emile Bollaert est la cible d'une tentative d'attentat à Nha Trang, Annam

Le 26 mars, Bao Dai propose la formation d'un « gouvernement central provisoire » qui assumerait la transition et participerait aux ultimes négociations avant l'indépendance

Le 3 mai, Emile Bollaert accepte l'idée d'un tel gouvernement provisoire, à condition qu'il soit reconnu par Bao Dai et que la déclaration signée par ce gouvernement soit contresignée par Bao Dai

Le 20 mai, après discussions avec Bao Dai et les notables cochinchinois, le général Xuân crée ce gouvernement central provisoire dont la mission est de liquider le séparatisme cochinchinois et d'obtenir le transfert des services (finances, police, justice, etc) concrétisant l'autonomie interne du Vietnam

Tandis qu'à Saïgon, Tran Van Huu succède au général Xuân comme chef du gouvernement du Sud-Vietnam

Le 5 juin 1948, en baie d'Along, le général Xuân signe avec Emile Bollaert, en présence de Bao Dai qui contresigne, une déclaration par laquelle la France reconnaît l'indépendance du Vietnam, auquel « il appartient de réaliser son unité ». Le Vietnam adhère à l'Union Française, où il sera un état associé à la France, cette association étant la seule limite à son indépendance. Cette déclaration est accompagnée d'un protocole ressemblant point par point à celui du 7 décembre 1947

Le soir même, Bao Dai part pour la France

La situation n'est pas réglée pour autant, car les deux parties cherchent à se rétracter :

- du côté français, le ministre Coste-Floret déclare le 8 juin que les accords signés en baie d'Along n'impliquait pas la reconnaissance par la France de l'union des trois Ky (Tonkin, Annam, Cochinchine).
- du côté vietnamien, Bao Dai adresse le 11 juillet à Emile Bollaert une lettre qu'il confirme lors de

deux entretiens, le 25 août à Saint-Germain et le 17 octobre à Paris, précisant qu'il refuse de revenir au Vietnam tant que le régime colonial de la Cochinchine n'est pas supprimé et qu'il n'obtient pas de garanties suffisantes sur l'indépendance du Vietnam

Le 19 juillet, le gouvernement de Robert Schuman démissionne, suite au vote d'un amendement socialiste restreignant les crédits militaires

Le gouvernement d'André Marie, mis en place le 25 juillet, fait approuver par l'Assemblée le 19 août 1948 la politique du haut-commissaire par :

- 347 voix pour,
- 183 voix contre (communistes),
- le Parti Républicain de la Liberté s'abstenant.

Ce gouvernement confirme solennellement le même jour son adhésion aux accords de la baie d'Along.

Mais il démissionne le 27 août

Le 11 septembre, le gouvernement d'Henri Queuille, radical-socialiste, lui succède. Paul Coste-Floret est ministre de la France d'Outre-Mer et Paul Ramadier ministre de la Défense

Pendant tout ce temps, les transferts de souveraineté attendus par le gouvernement provisoire de Xuân ne sont pas effectués. Le Vietminh, prenant acte de cette absence de transferts de souveraineté, dénonce cette « duperie » et intensifie avec succès sa propagande politique

19 octobre 1948 : Emile Bollaert, constatant que ses propositions de paix ne sont soutenues ni d'un côté ni de l'autre et qu'il se trouve engagé dans une mission impossible, se résout, la mort dans l'âme, à ne pas demander le renouvellement de son mandat

*Un collaborateur d'Emile Bollaert écrira plus tard dans ses mémoires qu'Emile Bollaert aurait dû démissionner deux mois plus tôt. En fait, il avait pris fin août la décision de partir en octobre. Léon Pignon lui succède le 21 octobre 1948 jusqu'au 17 décembre 1950*

Novembre 1948 : Emile Bollaert est nommé Gouverneur Général honoraire de la France d'Outre-Mer

*Début janvier 1949, Bao Dai engage une nouvelle négociation avec le gouvernement d'Henri Queuille qui se prête cette fois à d'importantes concessions*

*Le 8 mars 1949, le Président Vincent Auriol et Bao Dai, chef de l'Etat du Vietnam, signent à Paris un accord qui se réfère à l'accord du 5 juin 1948*

*Bao Dai ayant répété qu'il ne rentrerait pas au Vietnam tant que la Cochinchine en serait séparée, la France organise à la hâte le 10 avril 1949 un simulacre d'élection d'une Assemblée Territoriale qui se déclare favorable à une union avec le Vietnam*

*Le 27 avril 1949, Bao Dai s'installe à Dalat et le 1<sup>o</sup> juillet 1949 constitue solennellement l'Etat du Vietnam à qui la France transfère le 30 décembre 1949 ses pouvoirs souverains*

*Le 26 janvier 1950, l'Assemblée Nationale française émet un vote favorable (396 voix contre 193) à la ratification des accords du 8 mars 1949*

*Cependant le Vietminh ne dépose pas les armes et la guerre continue jusqu'à la défaite de Diên Biên Phu le 7 mai 1954*

*Le 16 juin 1954, pour complaire aux Etats-Unis, Bao Dai nomme Ngô Dinh Diem premier ministre*

*Les 20 et 21 juillet 1954, le Président du Conseil Pierre Mendès-France parvient à un accord sur le cessez-le-feu et sur la partition du Vietnam de part et d'autre du 17<sup>o</sup> parallèle qui passe à 60 kilomètres au Nord de Hué, l'ancienne capitale de l'Annam*

*Le 23 octobre 1955, après un référendum douteux, Ngô Dinh Diem dépose Bao Dai*

Références :

- le livre « Histoire du Viêt-Nam de 1940 à 1952 » de Philippe Devillers, Editions du Seuil, 1952

- le livre "Les deux guerres du Vietnam" de Georges Chaffard, La table ronde de combat, 1969

- l'article « La fausse capture d'Ho Chi Minh » de Georges Chaffard dans Le Nouvel Observateur du 15 septembre 1969

- le livre « Ponts de lianes » de Jacques Raphaël-Leygues, Hachette, 1976
- l'article de Pierre Messmer dans le numéro spécial de la revue Administration du Ministère de l'Intérieur de juillet 1980
- le livre « Les guerres d'Indochine » de Philippe Franchini, Editions Pygmalion/Gérard Watelet, 1988
- la communication de Jacques Gandouin le 11 février 1991 à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer en présence de Pierre Messmer

#### *Affaires dites du Trafic des Piastres :*

*Depuis le 26 décembre 1945, le gouvernement maintient artificiellement le taux de change de la piastre indochinoise à un niveau élevé, à la satisfaction des militaires et des colons. Ce qui engendre un volume anormal de mouvements de capitaux, un véritable « trafic » : De nombreuses personnes et sociétés, notamment les sociétés d'import-export, achètent à l'étranger des piastres au taux de 10 F et les revendent à la Banque de France au taux officiel de 17 F.*

*La piastre ne sera dévaluée que le 11 mai 1953*

*Indépendamment de ceci, le Vietminh émettait sa propre monnaie qui avait cours forcé dans les territoires qu'il occupait. La Direction de la Sûreté indochinoise revendait discrètement à l'étranger toutes les piastres vietminh saisies par l'armée ou les douanes, afin de déprécier cette monnaie et de diminuer la capacité d'achat du Vietminh.*

*Le 15 juin 1948, le commissaire de la Sûreté attaché au consulat de France à Hong-Kong avait pris l'initiative de profiter du passage à Hong-Kong de l'avion du Haut-Commissaire (pendant que le Haut-Commissaire n'avait pas besoin de son avion, l'équipage était venu à Hong-Kong chercher des pièces de rechange) pour confier au commandant de bord une valise diplomatique contenant le produit d'une vente de piastres vietminh. Curieusement, les douanes indochinoises furent informées d'un transfert de fonds occulte, dont elles ignoraient (ou prétendaient ignorer) le motif. Les douanes procédèrent à la fouille de l'avion à son arrivée à l'aérodrome de Saïgon et saisirent la valise diplomatique.*

*Pierre Messmer, aussitôt alerté, convoqua les Directeurs des Douanes et de la Sûreté pour que l'ouverture de la valise ait lieu en leur présence dans son bureau et que soit dissipé tout malentendu. Il incita ces deux services à mettre en place une meilleure coordination et l'incident fut clos. Toutefois, quelques années plus tard, cet incident fut ébruité, vraisemblablement par un fonctionnaire malveillant. En 1953, le polémiste Jacques Despuech publie un livre où il relate cette affaire en lui donnant une interprétation diffamatoire, accusant Emile Bollaert et sa fille Jacqueline de trafics illicites. Emile Bollaert lui intente un procès en diffamation et gagne (17<sup>e</sup> Chambre Tribunal Correctionnel de la Seine, 30 novembre 1953, et 11<sup>e</sup> Chambre Cour d'Appel de Paris, 15 juin 1954)*

#### Chapitre 10 : A la Compagnie Nationale du Rhône

A son retour en France, Emile Bollaert désire se présenter aux élections du Conseil de la République (Sénat) dans le département du Rhône sur la liste du Rassemblement des Gauches Républicaines  
Mais la direction du Parti Radical rejette sa candidature et l'invite à se présenter dans le département de l'Oise où il ne connaît personne. Considéré par les grands électeurs de l'Oise comme un « parachuté », il est logiquement battu.

7 novembre 1948 : N'obtient au premier tour que 178 voix sur 1350 suffrages exprimés, au second tour 489 voix sur 1328 suffrages exprimés

15 avril 1949 – 13 novembre 1960 : président de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR)

*La compagnie a été créée en mai 1933 à l'initiative d'Edouard Herriot, maire de Lyon, et de Léon*

*Perrier, sénateur de Grenoble, qui en fut le premier président*

*La compagnie étant une entreprise nationale, son président est nommé par le gouvernement*

Le directeur général est Pierre Delattre, le directeur technique Marc Henry

Construction des barrages de Donzère-Mondragon (1952), Montélimar (1957), Baix-le-Logis-Neuf (1960), Beauchastel et Pierre-Bénite

A la demande du Président de la République, Vincent Auriol, *désirant faire connaître au monde entier le redressement économique de la France*, l'inauguration de Donzère-Mondragon en avril 1952 est célébrée en grande pompe en présence des experts de la Banque Mondiale et du corps diplomatique (dont le nonce Mgr Roncalli, futur Jean XXIII). Le programme des festivités, qui durent quatre

jours, comprend une journée dans la cité médiévale de Pérouges (avec une conférence d'Edouard Herriot sur Vaugelas, seigneur de Pérouges, et une représentation des Femmes Savantes par la Comédie Française), la visite de Vaison-la-Romaine, un dîner dans le Château des Papes d'Avignon et un dîner aux Baux-de-Provence

La CNR a pour conseiller technique Albert Caquot, président de l'Académie des Sciences, *qui fut, avec Eugène Freyssinet, l'un des deux chefs de file de la construction française en béton armé pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*. Emile Bollaert et Pierre Delattre sont en très bons termes avec lui.

*Ce qui est d'autant plus appréciable qu'Albert Caquot a un caractère entier ; Il ne peut résister au plaisir de contredire publiquement les directeurs du Ministère des Travaux Publics ou de l'EDF, même si cette polémique doit coûter à son bureau d'études la perte d'un important contrat.*

Certaines de ses réactions sont surprenantes . En voici deux exemples qui m'ont été rapportés par mon père qui ne pouvait s'empêcher de rire en les évoquant :

1) Albert Caquot avait conçu un pont suspendu à suspentes obliques (appelé également pont à haubans), mais le ministère des TP avait refusé de le réaliser. La CNR retient ce projet pour construire un pont sur la déviation de Donzère-Mondragon, toutefois pour le passage d'une route secondaire. C'est ainsi qu'est édifié le premier pont à haubans construit en France. Lorsque le pont est achevé, le directeur technique de la CNR convie Albert Caquot à assister aux essais en charge. Réponse de celui-ci : « C'est inutile ». Les essais effectués, le directeur technique rappelle Albert Caquot pour l'informer que les flèches mesurées sont parfaitement conformes aux prévisions. Réponse de ce dernier : « Cela fait vingt ans que je le sais ».

*Cette conception fut largement utilisée par la suite, par exemple pour le pont de Normandie*

2) Albert Caquot avait conçu un revêtement de berges pour le canal de Donzère-Mondragon avec des dalles en béton, prévu pour les crues centennaires du fleuve. Mais une crue exceptionnelle, d'ordre millénaire, survient et emporte les dalles. Le directeur technique en informe Albert Caquot qui répond :

« Heureusement ! ». Le directeur technique croit avoir mal compris et dit : « Pardon ? ». Albert Caquot confirme : « Heureusement que ces dalles ont été emportées, sinon cela aurait démontré que nous étions surabondants ». Les dalles seront reposées à l'identique.

Emile Bollaert regrette de ne pas rendre le Rhône navigable de Lyon au lac de Genève, réalisant ainsi la liaison du Rhône au Rhin. Le projet est techniquement possible, mais ne voit pas le jour faute d'un accord financier franco-suisse *et sera définitivement abandonné en 1997*

14 novembre 1960 : président honoraire de la Compagnie Nationale du Rhône

1960 – 1978 : se consacre à de nombreuses associations à caractère artistique, culturel, diplomatique (pour le rayonnement culturel de la France à l'étranger) ou social. *Leur liste est donnée ci-après*

## Chapitre 11 : Activités annexes

Président de l'Association du Corps Préfectoral et des Hauts Fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur (17 mars 1946 - 1961)

Président de la Ligue Urbaine et Rurale (1947 - 1972), *successeur de Paul Claudel*

Président du Comité de Défense et de Conservation du Vieux Pérouges (1950 - 1978)

Président de la Société d'Encouragement à l'Art et à l'Industrie (1951 - 1976)

Président de l'Union des Associations des anciens élèves des lycées et collèges (1952 - 1964)

Président de l'Association Olga Spitzer (*ancien Service social d'aide à l'enfance en danger moral*)

(1955 – 1976)

Vice-Président (1952), puis Président (1957 - 1974) de la Mission Laïque Française (*lycées français à l'étranger*), succédant à *Edouard Herriot*

A contribué à l'établissement des lycées de Beyrouth (inauguré le 24 avril 1961) et d'Addis-Abeba (inauguré le 13 octobre 1964)

Président du Comité Français des Expositions et Conventions (1971 - 1977)

Président du comité de direction du Salon des Arts Ménagers

Président-Fondateur du Cercle Edouard Herriot

Président de l'association « Le Demi-Siècle »

Président de l'association « Les Rosati »

Président d'honneur de l'Amicale Dora-Ellrich

Vice-Président de l'Union Centrale des Arts Décoratifs (1962 - 1972)

Président de la Commission de l'Enseignement (1962 - 1971)

Membre du Conseil supérieur (1972 - ?)

Vice-Président du Cercle Républicain

Vice-Président du Groupe Paris-Lyon

Vice-Président de la Société de Géographie Economique

Directeur de l'Académie Septentrionale (1949 – 1952)

Membre du Conseil de l'Ordre du Mérite Civil du Ministère de l'Intérieur (1961-1963)

*Cet ordre a été remplacé en 1963 par l'Ordre National du Mérite*

Membre du comité directeur du Parti Radical (1946 - ?)

Président administratif du Rassemblement des Gauches Républicaines (1946 - ?)

Membre associé de l'Académie d'Architecture

Membre correspondant de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-lettres de Lyon (1946 - 1978)

Membre du conseil de la Fondation Ravel

Membre de la « Betterave » (enfants du Nord et du Pas-de-Calais)

Administrateur (1946 - 1974) puis Vice-Président (1974 - 1978) des Forges de Strasbourg *qui fusionneront en 1985 avec la Compagnie industrielle et financière de Pompey*

Administrateur de Strafor-Maroc, *filiale marocaine des Forges de Strasbourg*

Administrateur de la Compagnie industrielle et financière de Pompey

Administrateur de la Compagnie industrielle et financière de participations (Penhoët) *qui en 1955, par fusion avec les Ateliers et Chantiers de la Loire, deviendra les Chantiers de l'Atlantique*

Administrateur de la Banque Occidentale pour l'Industrie et le Commerce *qui, en 1981, fusionnera avec la SdBO, une filiale douteuse du Crédit Lyonnais*

Administrateur (1947 - 1970) de la SA Rhône-Poulenc *qui, en 1998-1999, deviendra Rhodia pour sa branche chimique et Aventis pour sa branche pharmaceutique*

### Publications

*Sur la voie de l'Union Française*, 1948

*Guerre et Paix en Indochine*, Editions Paris-Reportages, 1950

## Chapitre 12 : Décorations

Croix de Guerre 14-18, 5 citations (1 corps d'armée, 2 division, 1 brigade, 1 bataillon)

Croix de Guerre des Théâtres d'Opérations Extérieures avec Palme le 24 novembre 1948

Légion d'Honneur :

- chevalier à titre militaire le 24 mars 1923 (JO du 30/4/23 p. 3154)

- officier au titre des Affaires Etrangères le 31 juillet 1932 (JO du 2/8/32)

- commandeur au titre de la Présidence du Conseil le 18 janvier 1946 (JO du 9/2/46) *Cravate de commandeur remise à Strasbourg par le général de Gaulle*
- grand-officier à titre militaire le 24 novembre 1948 (JO du 25/11/48)
- grand-croix à titre militaire le 21 mars 1961, pour valoir au 1<sup>o</sup> avril 1960 (JO du 26/3/61 p. 3034) *remise à l'Elysée par le général de Gaulle*

Compagnon de la Libération le 16 octobre 1945

*Emile Bollaert avait demandé au général de Gaulle de lui remettre cette croix. Voici la réponse du Général en date du 5 mars 1946 :*

« *LE GENERAL DE GAULLE*

*Marly, 5/3/46*

*Mon cher ami,*

*J'ai reçu votre lettre avec plaisir et vous en remercie. Ce que nous avons pu faire dans la tempête est, pour le pays, une sorte de trésor qu'il ne faut pas laisser rouler dans la boue, ne fût-ce que pour l'Histoire. Or, la vague de bassesse déferle. Mieux vaut la laisser passer.*

*Je ne demanderais pas mieux que de vous remettre la Croix de la Libération que j'ai eu l'honneur de vous décerner. Mais, pour le moment, je m'abstiens avec rigueur de toute figuration et de toute cérémonie publique. Si vous jugez possible d'attendre, nous pourrions en reparler dans quelques mois, mais si, en raison de vos fonctions, il vous paraît utile de recevoir les insignes sans tarder, alors, adressez-vous, de ma part, au général Koenig.*

*Croyez, mon cher ami, à mes sentiments cordialement et fidèlement dévoués,*

*C. de Gaulle »*

Médaille de la Résistance avec rosette le 31 mars 1947

Médaille commémorative des Services Volontaires dans la France Libre le 28 août 1947

Croix du Combattant Volontaire de la Résistance le 26 juin 1952

Médaille des Déportés de la Résistance

Commandeur de l'Ordre des Arts & Lettres en novembre 1960

Commandeur de l'Ordre des Palmes Académiques

Officier du Mérite Agricole

Médaille d'Or du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales  
(pour services rendus aux Oeuvres de Prévoyance Sociale) le 2 juillet 1929

Médaille de l'Education Surveillée le 27 octobre 1964

Médaille d'Or du Ministère de l'Intérieur

Grande Médaille de Vermeil de la Ville de Paris le 14 janvier 1976

Grand Cordon du Ouissam-Alaouite (Maroc) le 21 juin 1945

Grand Cordon du Nichan-Iftikar (Tunisie) en 1945

Grand Cordon de l'Ordre Royal du Cambodge en 1947

Grand Cordon du Million d'Eléphants et du Parasol Blanc (Laos) en 1947

Commandeur de l'Ordre du Cèdre (Liban) le 24 avril 1961

*Emile Bollaert avait également reçu :*

*- la Croix de la Liberté du Roi Haakon (Norvège),*

*- la Croix de Pologne,*

*mais les ambassades respectives consultées ont déclaré que leurs gouvernements n'avaient pu récupérer la totalité des archives de cette période troublée 1939-1945 et qu'elles ne pouvaient ni infirmer, ni confirmer la remise de ces décorations*

## Chapitre 13 : Epilogue

18 mai 1978 : décès à Paris

23 mai 1978 : Hommage solennel du Gouvernement, représenté par le ministre de la Défense Yvon Bourges, et du président du Sénat Alain Poher aux Invalides.

Oraison du Père Michel Riquet

Etaient présents : les anciens premiers ministres Michel Debré, Pierre Messmer, René Pléven et Jacques Chaban-Delmas ainsi que Gilbert Grandval, ancien haut-commissaire au Maroc et ancien ministre

Enterrement au cimetière du Montparnasse à Paris

Son épouse décède à Paris le 26 février 1979

Ils laissent quatre enfants :

- Paulette née le 14 juillet 1920 à Saint-Etienne (Loire), mariée le 28 décembre 1946 à Roger Kadouch, proviseur, *ancien volontaire de la 2° DB (Paris, Alsace, Allemagne)*; veuve le 12 janvier 1992, décédée le 27 novembre 1998. Cinq enfants : Michel (1947), Muriel (1948), Catherine (1951), Laurent (1954), Thierry (1965 - 2011)

*A participé à un mouvement de résistance (confection de faux papiers d'identité)*

- Roland né le 22 septembre 1922 à Arcis-sur-Aube (Aube), ingénieur thermicien, marié le 4 juillet 1953

à Nelly Vanderlinden, décédé le 30 août 2010. Trois fils : Philippe (1958), Eric (1961), Christian (1963)

*S'est évadé de France en 1943 pour regagner le Maroc, via l'Espagne.*

*A combattu en Italie et en France dans le 4° régiment de spahis marocains*

- Jacqueline née le 7 août 1927 à Dinard (Ille et Vilaine), *filleule d'Edouard Herriot*, mariée le 20 décembre 1948 à Albert Guénard, capitaine de l'Armée de l'Air ; veuve en mars 1956, puis remariée le 26 juillet 1967 au vicomte Fernand Dauger, exploitant agricole  
Décédée le 27 juin 2002. Un fils de son second mari : Frédéric (1968 – 1995)

*A participé à la guerre d'Algérie comme convoyeuse (infirmière navigante) de l'Armée de l'Air A pris sa retraite avec le grade de lieutenant-colonel*

- Alain né le 21 mars 1931 à Epinal (Vosges), docteur-ingénieur, marié le 14 septembre 1956 à Annick Dubois. Quatre enfants : Gilles (1959), Christine (1960), Pascale (1961), Yann (1967)

Parmi les hommages posthumes, on peut citer :

Ministère de l'Intérieur :

Publication en 1980 d'un numéro hors-série de la revue Administration entièrement consacré à l'oeuvre d'Emile Bollaert. Rédacteur en chef : Jacques Gandouin

Articles de Roger Génébrier, Jacques Gandouin, Jean Taulelle, René Paira, Georges Thomé, Maurice Rolland, Henri Amoretti, Laurent Bonnevey, Daniel Doustin, Léon Bard, Jean Daridan, Bernard Cornut-Gentille, Gilberte Brossolette, Auguste Dupouy, Richard Pouzet, père Michel Riquet, Pierre Messmer, Tran Van Kha, Charles Ruen, Henry Malherbe, René Pléven, Jean-Daniel Herrenschmidt, Xavier de Christen, Pierre Dehaye, Alain Poher

Ville de Dunkerque (Nord) :

Sur la proposition de René Cordier, directeur du Conservatoire de musique de Dunkerque et ancien élève d'Emile Georges Bollaert, la municipalité a, le 29 novembre 1958, donné le nom d'Emile Bollaert à une place carrée, à l'intersection de la rue de la Marine et de la rue du Président Wilson, à deux pas de la place Jean Bart, coeur de la cité

*Officiellement, la municipalité honorait le musicien Emile Georges Bollaert, mais il était évident qu'elle jouait sur les prénoms pour honorer du même coup le musicien et son fils*

*Emile Edouard Bollaert, haut fonctionnaire, du vivant même de ce dernier : Les plaques mentionnent « Place Emile Bollaert » sans indication de date ni de profession*

Département du Rhône :

Malgré la promesse faite le 7 octobre 1940 par Laurent Bonnevey, président du conseil général du Rhône, de donner le nom d'Emile Bollaert au parc de Parilly qu'il avait créé sur la commune de Bron, il n'en a rien été. Seule l'allée principale du parc, réservée aux piétons, porte depuis le 10 novembre 1990 le nom de Boulevard Emile Bollaert. Auparavant, il avait été placé dans le parc, non loin de ce boulevard, dans le « Parc Alpestre », une stèle sculptée par Raymond Corbin et inaugurée le 19 mai 1983 par Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, en présence d'une trentaine de préfets

Ville de Paris :

Une rue du 19<sup>e</sup> arrondissement porte son nom. Son inauguration par Jean Tiberi, maire de Paris, a eu lieu le 2 décembre 1998.

Sur cette rue, existe une école primaire qui porte également son nom

Le mail voisin, situé entre la rue Emile Bollaert et le boulevard MacDonald, d'une superficie de 13.000 m<sup>2</sup> et créé en 1998 porte le nom de Mail Emile Bollaert, *bien qu'il n'ait pas été officiellement baptisé*

Ville de Plogoff (Finistère) :

Une stèle, en forme de menhir, a été érigée le 8 mai 2004 sur la côte, au lieu-dit Feunteun Aod, en face de l'emplacement du naufrage du « Jouet des Flots »

Ligue Urbaine et Rurale :

Parmi les très nombreux articles publiés après le décès d'Emile Bollaert en 1978, ceux de M. Xavier de Christen (qui lui succéda en 1973 à la présidence de la Ligue Urbaine et Rurale) décrivent fort bien le caractère d'Emile Bollaert, tout à la fois esthète, humaniste et déterminé.

Je citerai :

- l'article paru en 1980 dans la revue Administration,

- l'article paru en 1988 dans les Cahiers de la Ligue Urbaine et Rurale. *Ce dernier est reproduit ci-dessous :*

« C'est à Saïgon qu'en 1947 j'ai rencontré pour la première fois la bienveillance de son regard bleu. Ce fut en effet mon privilège que de servir à son cabinet alors qu'il était Haut-Commissaire de France en Indochine. Sans rappeler cependant le proconsul devant lequel, aux fêtes du Grand Serment sur les hauts plateaux Moï, plusieurs centaines d'éléphants venaient s'agenouiller (d'autres ont retracé ses accomplissements dans ce monde), je me bornerai à évoquer certains traits d'une riche personnalité.

Il était plus qu'un autre sensible à la beauté. En Asie, où elle se déployait dans le foisonnement des forêts, les danses hiératiques sur les parvis d'Angkor, ou les sinuosités des toitures aux tuiles vernissées, je l'ai vu s'émouvoir devant l'exubérance d'un paysage, la grâce d'un geste, les raffinements d'une civilisation.

Il était parti dans la vie pour être musicien. Il aimait en connaisseur la peinture. Lettré, il s'attachait, dans un temps qui trop souvent en fait fi, à la perfection de la forme. Préfet du Rhône, il avait deviné quelle sévère splendeur se dissimulait à Lyon sous la crasse du quartier Saint-Jean et, bien avant la loi Malraux, quel parti l'on en pouvait tirer. J'imagine combien la direction des Beaux-Arts avait comblé cette part émerveillée de lui-même dont l'engagement dans l'action n'a jamais altéré la fraîcheur. Entre tant de titres, celui de directeur honoraire des Beaux-Arts était celui auquel il se référait le plus volontiers.

L'aspect désintéressé du service public n'est sans doute pas étranger au choix qu'il en avait fait. C'est en chevalier qu'il choisissait les causes les plus généreuses, celle de l'enfance en danger par exemple. Il se donnait à elles corps et âme, médusant ses collaborateurs, qui peinaient à le suivre quoique beaucoup plus jeunes, par cette résistance physique qui l'avait sauvé des camps de la mort.

S'il aimait à s'entourer de jeunesse, c'est qu'il avait gardé l'âme sans rides, jusqu'à cette nuit où il s'est éteint, sans passer par la maladie, illustrant le mot de Saint-Simon : « Il est mort tout en vie. »

Epris d'art et débordant comme il l'était de générosité, cette vertu cornélienne, on ne s'étonne pas que, pendant plus d'un quart de siècle, il se soit dévoué, en lui apportant l'éclat de son prestige, à notre cause qui est celle de la beauté. »

La Presse :

Ceci n'est pas un hommage posthume, c'est un article d'actualité écrit le 23 décembre 1932 dans le journal *Le Petit Parisien* par M. G.-Th. Girard commentant la nomination d'Emile Bollaert à la Direction Générale des Beaux-Arts :

« La Présidence du Conseil annonce que M. Edouard Herriot prononcera tel dimanche, à tel endroit, un important discours politique. Remue-ménage et inquiétude chez les reporters. Le jour dit, rien ne cloche. M. Bollaert a pensé à tout. Le train roule. M. Bollaert conte une anecdote ou dit un bon mot.

Mais M. Bollaert est bien plus qu'un homme d'esprit. Voyez comme l'oeil pétille derrière le verre nu de son lorgnon. Retenez cette phrase qui s'échappe de la conversation. Sous les dehors familiers d'une courtoise camaraderie, M. Bollaert abrite les dons d'une vive intelligence.

Fidèle collaborateur ; sait-on ce que représente ce cliché banal ? Chef de cabinet de M. Edouard Herriot, M. Bollaert a réglé, avec une aisance et une sûreté incomparables, les journées du Président. De la tâche écrasante de M. Herriot, il a su écarter les brouilles. Il a su accueillir les importuns, apaiser les inimitiés naissantes. A la porte du Patron, il a veillé sur son labeur, sur ses méditations, sur son repos.

Les Vosgiens vous diront que M. Bollaert a bien réussi comme préfet, à Epinal. Réussite facile, chuchoteront les profanes. Ah ! Vraiment c'est facile de passer son temps à donner à des maires de campagne, embarrassés par quelque question administrative, des conseils discrets et opportuns ! Pour vivre en confiance avec des populations promptes à vous traiter en nouveau venu, à votre arrivée dans le « pays », il faut, soyez-en sûr, une belle dose de doigté, de finesse psychologique et de sens de l'humanité.

Jeune encore et doué de pareilles qualités, M. Bollaert aurait pu prétendre à la carrière d'un grand commis de la III<sup>e</sup> République. Le voici, on serait presque tenté d'écrire « modestement » directeur des Beaux-Arts.

M. Bollaert n'est pas seulement quelqu'un qui a des lettres et qui joue du piano. Il n'est pas seulement un vrai humaniste, un humaniste dont l'humanisme littéraire s'épanouit en humanisme moral et social, en humanisme ... humain.

Sa culture est vaste et profonde. Son savoir et son goût égalent son amour de ce qui est beau. Rien de ce qui est artistique ne lui est étranger.

« La culture, c'est ce qui s'oublie » a dit un jour, à la tribune de la Chambre, M. Edouard Herriot.

C'est vrai quelquefois. Mais ce qui est vrai aussi, c'est que M. Bollaert n'a guère oublié. Il est érudit en même temps que cultivé. Son érudition est délicate et précise. Ses intimes le savaient déjà. Les autres vont en avoir le témoignage ...

Et enfin ( c'est si rare ! ) il a du cœur. Il est fidèle ! »

Ce qui est remarquable dans cet article écrit en 1932, c'est que 46 ans plus tard, en 1978, l'année de la mort d'Emile Bollaert, il n'y aura pas un mot à changer.

Emile Bollaert avait promis de suivre les préceptes de Rudyard Kipling et il a tenu parole !